Vol 17 # 41 • Du 10 au 16 Avril 2024
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

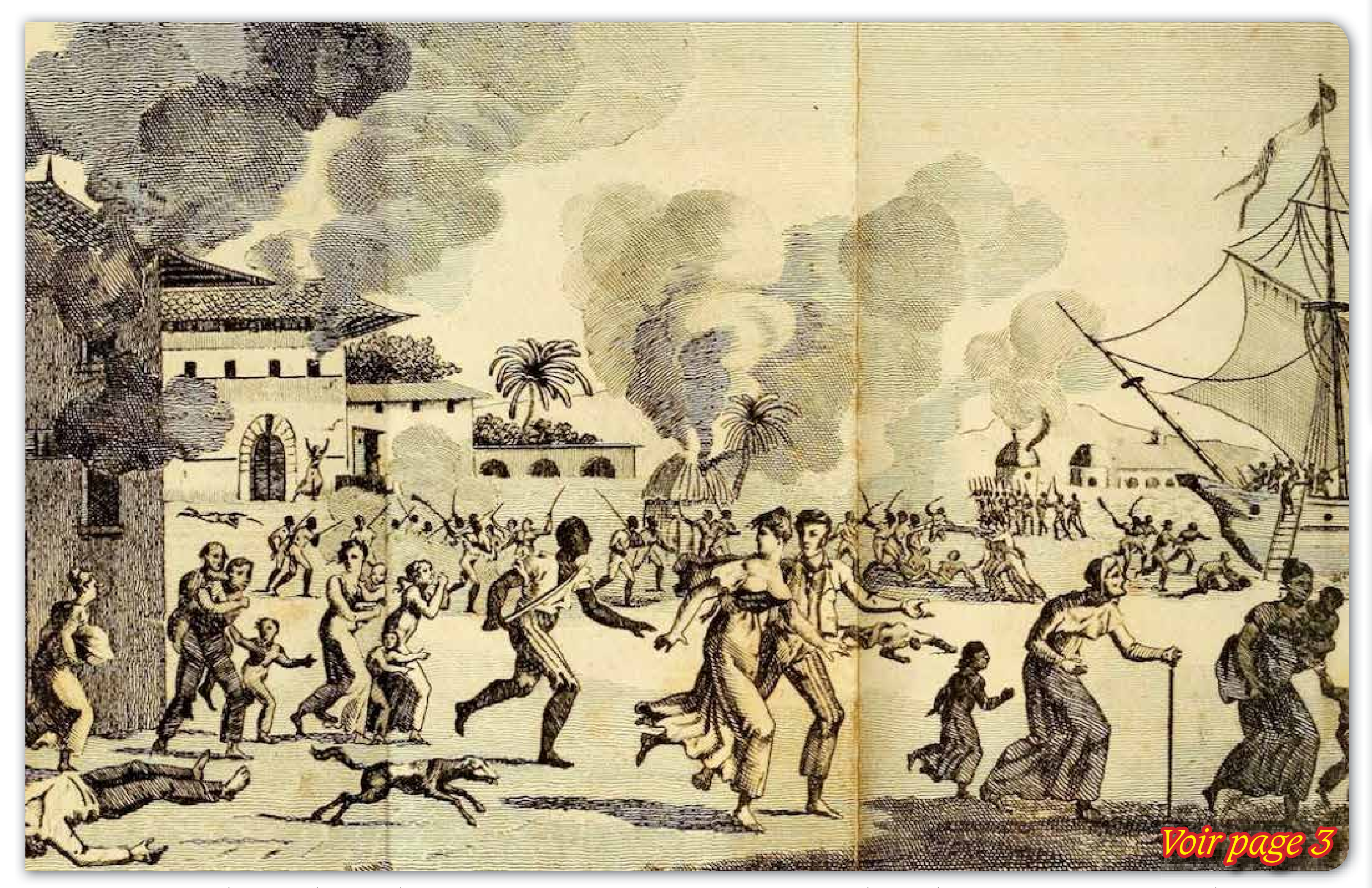
UN CONSEIL PRÉSIDENTIEL SANS LE PEUPLE !



Voir page 4

Le peuple haïtien n'a pas été invité au Conseil présidentiel de transition pour ne pas avec ses revendications déranger la continuité car il n'y aura pas de changement avec cette classe de caméléons au pouvoir

COÛTS HUMAINS ET CONSÉQUENCES INATTENDUES D'UNE RÉVOLUTION



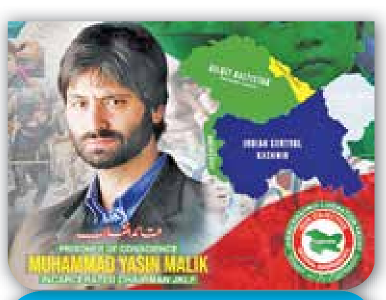
Voir page 3

En août 1791, la révolution haïtienne commença avec une grande violence. Des centaines de sucreries et de plantations de café ont été détruites par le soulèvement général des esclaves.











1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Mensonges et diffamations: armes de destruction impérialiste

Par Berthony Dupont

On n'a pas besoin d'être un psychanalyste pour découvrir que les agents authentiques de l'impérialisme ont toujours recouru à des cartes faciles, sorte de lâches injures ou de dénigrement quand ils sont coincés ou à court d'arguments. Parfois ils ont même recours à des campagnes calomnieuses et honteuses pour manifester leur hostilité. Les plus dangereux sont ceux qui se font passer pour des progressistes afin de mieux infiltrer la lutte du peuple.

On peut facilement les reconnaitre grâce à leur pratique politique incohérente et certaines actions perverses cousues de fil blanc. Tout dernièrement, l'un de ces caméléons vivant au Canada avait fait la déclaration suivante sur sa page Facebook : « *la réalisation du Canal de Ouanaminthe est un projet de la Centrale Intelligence Américaine (CIA) pour conditionner le peuple à accepter la restauration du macoutisme en Haïti à travers la BSAP (Brigade de Surveillance des Aires Protégées)*. » Une telle aberration, ne saurait sortir du cerveau d'un patriote haïtien conscient et conséquent, s'il n'était pas au service de certaines agences étrangères travaillant contre le développement du pays.

L'un de ses alliés à New York, véhiculant un flot sans fin de mensonges et de provocations est de toute évidence un autre agent à cerveau éteint. Un anti-communiste primaire, il est assigné lui, à diriger des attaques coercitives en tentant de calomnier par toutes sortes de mensonges allant jusqu'à la diffamation contre le journal *Haïti Liberté*. Il est, semble-t-il, payé justement pour le vain objectif consistant à dévaloriser l'image du journal. A titre de rappel, en novembre 2022, il avait organisé une manifestation avec une dizaine de mercenaires devant les bureaux du journal pour justifier sa mission. Il ferait mieux, un jour, avoir le courage de dévoiler à l'instar d'Emmanuel Toto Constant, ses rapports et son salaire en tant qu'agent de la CIA.

Haïti Liberté, évidemment dérange, tourmente les manœuvres de l'impérialisme et de ses valets locaux qui sont à l'intérieur du pays comme à l'extérieur. C'est à chaque moment que le pays est en mouvement, le peuple résiste aux assauts des agresseurs occidentaux que le laboratoire se sert de ses instruments pour essayer de menacer, d'intimider ou d'étouffer les forces qui s'élèvent contre leur immixtion intolérable dans les affaires du pays. Ainsi, à défaut d'arguments propres, ces propagandistes ont choisi de jeter leurs venins sur *Haïti Liberté* avec des armes sales, des actions qui justifient le niveau de leur mentalité réactionnaire.

C'est mal comprendre que *Haïti Liberté*, l'unique journal anti-impérialiste de qualité, saurait rester indifférent sans dénoncer cette atteinte scandaleuse, et surtout le nouveau projet de Conseil présidentiel de la transition sous la couverture honteuse de la Caricom que le peuple a justement et catégoriquement rejeté en le qualifiant de couleuvres à 7 ou 9 têtes.

Nous ne laisserons jamais intimider ni paniquer par les tractations indécentes, décevantes, de la propagande promue par les classes dirigeantes des grandes puissances impérialistes. Ce ne sont que des mesquineries tous azimuts d'un système capitaliste qui s'efforce de se régénérer avec de nouveaux Sudre Dartiguenave. Quelle cynique inaction et de lâcheté politique à vouloir faire fonctionner l'appareil d'Etat pourri au détriment du peuple haïtien.

Les propagandistes au service de l'Occident qui disséminent des mensonges et faire la promotion de la politique étrangère criminelle des Etats-Unis ne peuvent empêcher le journal d'exprimer ses idées démocratiques, d'élever sa voix pour protester contre l'infamie dont sera victime le pays avec ces nouveaux larrons au service de la réaction internationale.

Ces laquais de l'impérialisme tentant d'intimider, de tyranniser, d'endormir ou de répandre la confusion par leurs mensonges et leurs diffamations ne pourraient en aucune circonstance nous détourner de notre orientation d'accompagner les masses défavorisées, opprimées à s'organiser pour combattre avec tous les moyens possibles et inimaginables les projets des anciens esclavagistes. C'est la lutte des masses révoltées pour un changement fondamental qui a forcé certains secteurs politiques, à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, à jeter leur masque. On a pu découvrir leur vrai visage hideux et leur caractère petit bourgeois réactionnaire, chien de garde de l'impérialisme.

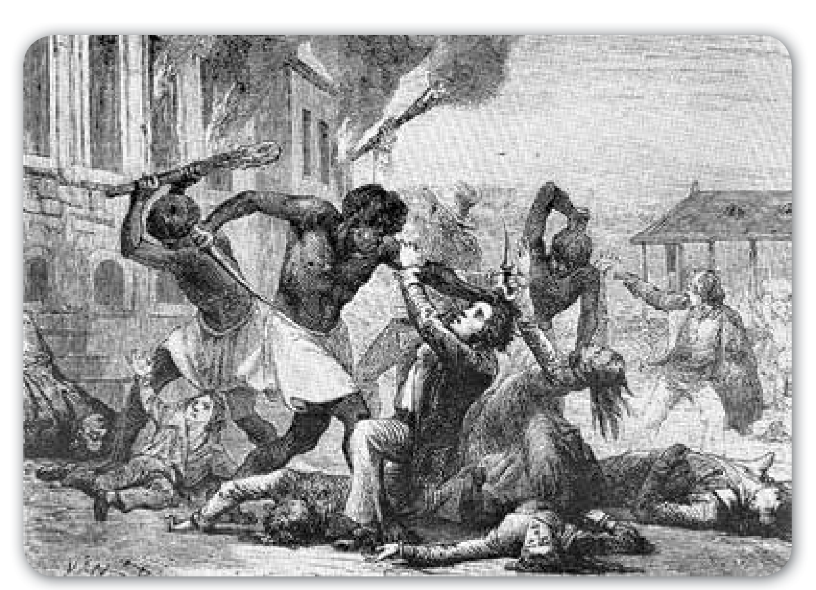
Toutes les actions impérialistes comportent un rapport de domination ou des relations contraintes permettant au plus fort de s'approprier des richesses extorquées au plus faible. Les montages de purs mensonges délibérément créés et propagés sont le propre de ces renégats au service du mal. Ce sont les vrais criminels pour cacher les crimes du capitalisme, accusent d'autres de faire précisément ce qu'ils sont en train de faire. Pour appuyer le massacre de Gaza, le président américain Joe Biden, ne vient-il pas de se salir, en répétant à dessein un grand mensonge à savoir : que les forces du Hamas avaient décapité 40 enfants israéliens et pour couronner le tout il affirme avoir même vu les photos de cette décapitation. Tant d'autres pays comme la Syrie, le Nicaragua et la Russie ont été victimes de ces mêmes manigances, de violences et de contre-vérités.

A titre d'exemple, ce sont les mensonges éhontés du général américain Colin Powell aux Nations-Unies, avec ses prétendues armes de destruction massive qui ont conduit les Etats-Unis et ses alliés réactionnaires à détruire et piller l'Iraq.

Beaucoup de mensonges ont été colportés contre la révolution Bolivarienne Vénézuélienne accusant le président Nicolas Maduro de trafiquant de drogues, de violateur de droits humains, sans oublier « ses crimes » contre l'humanité. La révolution cubaine malgré son âge avancée continue à être la proie des flibustiers occidentaux.

Ces batailles calomnieuses et mensongères ne sont pas nouvelles, elles ne peuvent nous ébranler à accomplir notre devoir de mettre en déroute les vœux pieux des puissances exploitantes. Et comme l'a si bien souligné le président cubain Miguel-Diaz Canel *« La vérité finit toujours par s'imposer, quelle que soit la puissance des outils qui existent aujourd'hui pour la dissimuler ou la déformer. Le mensonge pourra se propager tout comme se propage le virus du COVID et il aura le pouvoir d'en confondre et d'en contaminer un grand nombre, mais il ne pourra pas faire plier la volonté si souvent éprouvée de ce peuple héroïque. »* *Haïti Liberté* ne cessera jamais de brandir le flambeau de l'anti-impérialisme. Tout comme la classe ouvrière internationale, le peuple haïtien en lutte vivra et combattra l'impérialisme jusqu'à la victoire finale !

Coûts humains et conséquences inattendues d'une révolution



En août 1791, la révolution haïtienne commença avec une grande violence qui a coûté la vie à des hommes, des femmes et des enfants, propriétaires d'esclaves

Par Kim Ives

« Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution» Lénine dans "Bilan d'une discussion sur le droit des nations", 1916, Œuvres tome 22.

Dans la nuit du 21 août 1791, les esclaves de la colonie française de Saint-Domingue, alors la plus riche de l'hémisphère occidental, se soulevèrent avec fureur.

Ils avaient été kidnappés en Afrique, avaient survécu au « passage du milieu » meurtrier. Ils avaient vu leurs familles séparées, réduits en esclavage durant 3 siècles dans des conditions inhumaines, travaillé 24 heures sur 24, torturés, violés, maltraités et humiliés.

Quand le jour du jugement est arrivé, trois siècles de colère ont éclaté dans un geyser de violence.

Ces esclaves des champs déchaînés ont incendié les plantations et les maisons de leurs esclavagistes européens. Ils tuaient leurs femmes et leurs enfants, même des nourrissons, les mutilant parfois comme ils l'avaient été. Ils ont également incendié les quartiers des esclaves et les demeures des hommes libres qui ne possédaient pas d'esclaves.

En plus de piller, violer, torturer, mutiler et tuer les Français, les insurgés ont également tué des compagnons d'esclaves, généralement des « domestiques », qui cherchaient à cacher ou à protéger leurs maîtres, ou étaient soupçonnés de le faire.

Les historiens et les journaux européens ont rendu compte de cette violence avec des détails effroyables, inventant peut-être des événements dans leurs récits, et certains d'entre eux ont même cité la férocité du soulèvement comme preuve de la raison pour laquelle l'esclavage avait été justifié en premier lieu.

Mais les violences de 1791 et les 13 années de révolution haïtienne qui ont suivi ont donné naissance à une société complètement nouvelle et transformatrice, dans laquelle l'esclavage a été aboli et où tous les hommes et toutes les femmes – du moins formellement – avaient des droits et un statut égal, une première dans l'histoire de l'humanité moderne.

Aujourd'hui, Haïti est peut-être aux premiers jours de sa deuxième révolution sociale, qui diffère d'une révolution politique (comme l'élection de Jean-Bertrand Aristide en 1990) d'une manière cruciale. Une classe opprimée ou exploitée s'empare non seulement du pouvoir politique mais aussi du contrôle de l'économie, en arrachant à la classe dirigeante la propriété des moyens de production du pays : ses terres, ses usines, ses banques, ses magasins, ses transports, ses services publics, ses communications et autres piliers économiques. .

La révolution d'aujourd'hui est également menée par des hommes que beaucoup en Occident, y compris certains « gauchistes », considèrent comme des sous-humains. Les révolutionnaires sont simplement qualifiés de « gangs » ou de « voyous » et, en effet, certains d'entre eux ont non seulement commis des crimes, mais ont également survécu grâce à des crimes, notamment des enlèvements. Mais de nombreux autres membres de la coalition *Viv Ansanm*, qui lutte désormais contre la Police nationale haïtienne (PNH), ont combattu les « gangs » criminels avec lesquels ils sont actuellement unis. Les groupes armés autrefois axés sur la criminalité et ceux qui luttaient contre la criminalité, désormais unis pour un « changement de système », sont directement issus du prolétariat et du lumpen-prolétariat d'Haïti à Port-au-Prince, la capitale désormais tentaculaire de près de trois millions d'âmes.

Comme les écrivains européens d'il y a deux siècles, les grands médias d'aujourd'hui crient quotidiennement sur les « horreurs » que commettent, selon eux, les insurgés des temps modernes : meurtres gratuits d'innocents, incendies de maisons de pauvres, vandalisme d'institutions nationales comme la Bibliothèque nationale et l'Hôpital Général.

En fait, la violence qui s'empare désormais d'Haïti peut être divisée en quatre catégories différentes.

1) Colère populaire : à l'instar du soulèvement des esclaves du XVIIIe siècle, les masses d'esclaves salariés d'Haïti d'aujourd'hui éprouvent une profonde colère contre ceux qui les oppriment et les exploitent depuis des décennies. Cela se voit dans leur attaque contre des institutions, même imparfaites, qui leur appartiennent essentiellement et formellement, comme l'Hôpital Général. Mais à cause de la corruption, du manque de financement et de l'incompétence dans sa gestion, les masses se sont aliénées de l'institution et la considèrent comme un organisme parasite déconnecté d'elles-mêmes.

2) Indiscipline, ignorance et manque de contrôle : Les « soldats » des différents groupes armés qui composent la coalition *Viv Ansanm* ont différents niveaux de formation et de discipline. Certains ont une préparation et une structure presque militaires, tandis que d'autres sont plus informels et anarchiques. « Non, *Viv Ansanm* n'a pas donné l'ordre d'attaquer la Bibliothèque nationale », a déclaré Jimmy « Barbecue » Cherizier à Haïti Liberté. *« Elle a été attaquée par un groupe d'hommes qui ne savent même pas ce qu'est une bibliothèque. Ils ne savent pas lire, ils ne savent rien, ils ne comprennent même pas le concept de bibliothèque. En fin de compte, c'est la faute de l'État ; ces pauvres diables ne sont jamais allés à l'école donc ils ne comprennent pas qu'une bibliothèque est un trésor national qu'il ne faut pas déraciner, qu'elle possède des livres rares, des archives, importants pour la nation. Certains de ces livres sont irremplaçables. »*

Quant à l'Hôpital général, « *quiconque sensé et qui était allé à l'école déracinerait et vandaliserait un hôpital»*, a poursuivi Chérizier, accusant une fois de plus l'État de ne pas éduquer les jeunes hommes pauvres. « *Nous avons désormais donné l'ordre formel à toutes les troupes de protéger les hôpitaux, les écoles, les bibliothèques, etc. »*



Jimmy « Barbecue » Cherizier, leader et porte-parole de la coalition Vivre Ensemble au cours d'une marche à Port-au -Prince

Chérizier a également déploré que sa loge maçonnique ait été vandalisée. « *Des types sont entrés par effraction dans ma loge et l'ont pillée* », a-t-il déclaré. «Je veux faire une vidéo à ce sujet. C'est encore une fois parce que l'État n'a jamais investi dans l'éducation de ces jeunes hommes. Je ne leur en veux pas ; Je blâme l'État.

Dans une autre interview du 9 avril, Chérizier semblait à nouveau suivre la maxime révolutionnaire d'Amilcar Cabral : « Ne mentez pas, ne revendiquez pas de victoires faciles. »

Dans une longue déclaration, il a admis de nombreux problèmes mais a assuré que le combat continuerait.

« Nous savions que cette lutte ne serait pas facile », a-t-il déclaré. « De plus, nous luttons contre un adversaire très riche et puissant et contre un système qui est en place depuis plus de 200 ans. Nous avons lancé cette lutte il y a seulement deux mois. Nous ne pouvons pas nous mettre en tête que nous aurions déjà pu en finir avec ce système. Il est puissant, contrôle les médias, donne à de nombreux opportunistes vivants dans la précarité, dans la misère et la faim et les permet de devenir journalistes à gages pour dire que nous faisons souffrir les pauvres et attaquons les gens qui nous ressemblent, tout cela pour discréditer notre lutte. »

« Nos forces restent fortes et unies, malgré de nombreux moments difficiles et plusieurs désaccords que nous avons eus. Mais nous continuons la lutte ! »

3) Faux drapeau ou opérations psychologiques : Les dirigeants de Viv Ansanm ont affirmé que la police menait des attaques contre les quartiers pauvres pour en imputer la responsabilité à *Viv Ansanm*. Le dimanche 7 avril, un dirigeant de *Viv Ansanm* a publié une déclaration disant : « *nous allons déraciner les oligarques et avec la police. Puisque les policiers ont tué trop d'hommes et de femmes dans les quartiers pauvres. Ils viennent en voiture, tirent sur tout le monde, des motocyclistes sont tués, des gens ont été assassinés au marché de la Croix-des-Missions, à Clercine, les gens ne peuvent pas passer par Bobine... On ne peut pas supporter ces attaques. Personne ne parle des droits de l'homme... Quand la police se bat contre nous, elle brûle les affaires des pauvres et prétend ensuite que c'est nous qui*

suite à la page(16)

Un conseil présidentiel sans le peuple !

Sept des neuf têtes couleuvres du Conseil présidentiel de la transition

Par Isabelle L. Papillon

Les Etats-Unis d'Amérique sous la houlette des dirigeants de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), vont à nouveau forger une autre forme d'exécutif en Haïti avec neuf membres dont 7 votants et 2 observateurs. Que dit alors la cheffe du Binuh et l'ambassade américaine qui dans un premier temps n'avait pas cessé de gargariser qu'une transition n'allait pas remplacer une transition. Mais, qu'est-ce qui est en train de se faire maintenant alors ?

Tout cela, c'est pour dire que ce ne sont que des aveugles étrangers qui dirigent les pas politiques des borgnes haïtiens. Et ils sont docilement soumis à entrainer le pays dans une autre abime. Dans les prochaines années, quand rien ne sera accompli, la communauté occidentale leur prescrira un autre médicament qui comme d'habitude n'aura rien à voir aux vrais maux que souffre le pays.

Qui a donné droit aux puissances occidentales de choisir pour le peuple haïtien un collège présidentiel? Est-ce pour mieux asseoir leur domination plus que centenaire, de sorte que continue sans aucun choc la descente aux enfers du pays ?

Maintenant il est bruit que l'accord politique entre les membres du Conseil de transition, un document de 53 articles appelé « Accord politique pour une transition pacifique et ordonnée », pareil à un devoir de maison que les professeurs de l'Université de la Caricom avait exigé à ses élèves haïtiens de la classe politique moribonde est enfin prêt. Car il a été signé et envoyé le dimanche 7 Avril 2024 à la Caricom pour que cette dernière l'envoie au Premier ministre démissionnaire pour les suites nécessaires c'est-à-dire sa publication dans le journal officiel le Moniteur et par la suite confirmer l'investiture du conseil présidentiel de transition juste après un conseil de gouvernement en vue de prendre un arrêté pour nommer officiellement le Conseil Présidentiel. A quoi va servir cette passation de pouvoir entre les mêmes larrons qui ont tant fait pour sacrifier le pays ?

Il faut sans doute attendre, une autre guerre brutale entre ces mêmes protagonistes présidentiels pour choisir un Premier ministre pour être le chef du gouvernement de transition. Si ce dernier serait de la même lignée des corrompus avec son prestige et sa réputation choquant et consternant l'opinion des masses populaires, il ne sera pas recevable, sinon une personnalité honnête et sincère dont la moralité sera intouchable et son sens de la dignité et de la justice humaine exemplaire. Et le passé ainsi que son présent sont clairs aux yeux de l'opinion nationale.

Ce prochain pouvoir de facto ne sera pas imposé par un tweet du Binuh mais, plus grave encore, par les tractations des politiciens traditionnels soumis aux diktats des puissances exploitantes avec comme feuille de route : rétablir la sécurité, lutter contre la corruption, relancer le secteur économique, organiser des élections crédibles. C'est toujours ainsi, sur le papier tout concourt à faire croire qu'il pourrait réussir. Mais dans la pratique haïtienne, la résultante reste volontiers de nombreux échecs, puisque la majorité de nos dirigeants dans leur égoïsme inouï rêve avant tout de leurs petites vies à s'enrichir davantage bien avant le bien-être de la collectivité.

Qu'est-ce qui va faire la différence entre le pouvoir déchu de l'Accord du 21 décembre avec Ariel Henry et celui en préparation quand ce sont toujours les mêmes acteurs portant la même uniforme de corrompus, d'esclaves soumis aux colons des classes dirigeantes internationales ? Ce sont les mêmes ingrédients toxiques au développement du pays, les mêmes avocats du système qu'on réhabilite pour perpétrer l'inacceptable de sorte que les forces exploitantes restent et demeurent les seules bénéficiaires.

En fait, il n'y aura aucun changement et c'est pour cette raison que le peuple a été complètement exclu. Il est mis à l'écart pour éviter qu'il fasse triompher ses revendications fondamentales. Et la vérité qu'on feint d'admettre, il est le seul à garantir un changement durable au bénéfice du pays et de la population en général.

Ne soyez pas étonnés si le (7) sept février 2026, le pays serait une énième fois à la recherche d'un autre compromis ou consensus politique pour résoudre cette crise structurelle. Et le conseil présidentiel en fin de mission exigera tout comme Ariel l'avait fait une extension de son mandat avec les mêmes promesses fallacieuses pour essayer de tromper la vigilance de la population qu'il affame.

Les naïfs vus leurs positions de classe peuvent accorder certains crédits à cette classe politique à la solde des puissances impérialistes. Nous de Haïti Liberté, nous insistons sur cela qu'aujourd'hui toutes les aiguilles de la Nation sont au point mort et qu'elles risquent de le rester ainsi pour ne pas dire de s'aggraver encore pour longtemps, si le peuple haïtien ne s'organise pas pour se libérer les armes à la main de cette prison dans laquelle les politiciens serviles haïtiens en complicité avec les forces impérialistes le jettent pour le temps et l'éternité.

Que prépare Washington en Haïti ?



Nous sommes là pour vous sauver à nouveau !



Funérailles symboliques de la domination occidentale en Haïti

Par G. Dunkel

Depuis plus de 200 ans, les dirigeants des États-Unis – l'État le plus grand et le plus riche de l'hémisphère occidental – se soucient intensément de contrôler les affaires intérieures d'Haïti, l'État le plus exploité de cet hémisphère, au profit des intérêts de la classe dirigeante américaine. .

Le principal obstacle au contrôle américain a été la résistance déterminée des masses révolutionnaires haïtiennes.

Depuis l'assassinat du président élu d'Haïti Jovenel Moïse en juillet 2021, les masses haïtiennes sont descendues dans la rue et ont concentré leurs protestations contre le Premier ministre par intérim Ariel Henry. Washington avait choisi et soutenu Henry, tout comme ses partenaires juniors, le Canada et la France – tous dirigeants du Core Group – mais le peuple haïtien ne l'a certainement pas élu.

Début 2024, l'opposition à Henry a commencé à se regrouper en groupes, dont certains étaient armés. Ces groupes ont rejoint une coalition large et assez lâche exigeant qu'Henry démissionne et se retire, et que le Core Group cesse de s'ingérer.

Au début du mois de mars, le Premier ministre par intérim Henry était à l'extérieur du pays pour organiser l'envoi d'un contingent de policiers kenyans pour effectuer la première répression contre le peuple haïtien, appelée « maintien de la paix » dans les communiqués de presse des États-Unis et de l'ONU. Cette coalition lâche a ensuite tenté de s'emparer de l'aéroport de Port-au-Prince, en tirant sur le terminal principal.

Incapable d'atterrir en Haïti, l'avion d'Henry s'est retrouvé à Porto Rico. Là, le FBI l'interrogerait, selon certaines informations, sur son rôle dans l'assassinat de Moïse. Henry a annoncé sa démission le 11 mars, qui entrera en vigueur lorsqu'un conseil présidentiel sera établi. Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a mis en place le Conseil présidentiel.

Washington cherche à dominer Haïti

Ce Conseil présidentiel sera autorisé à choisir le prochain Premier ministre d'Haïti, qui ne sera pas membre du Parlement car les mandats de tous les parlementaires ont expiré et il n'y a pas eu d'élections parlementaires depuis 2016. Le nouveau Premier ministre, sous la supervision américaine bien sûr, sélectionnera les ministres pour créer un gouvernement.

Les politiciens haïtiens traditionnels, représentant différentes factions de la bourgeoisie haïtienne, ont été attirés par ce Conseil présidentiel, un dispositif que les États-Unis ont déjà imposé. Washington l'a fait après le renversement de Jean-Claude Duvalier en 1986 et après le coup d'État organisé par les États-Unis en 2004 contre Jean-Bertrand Aristide, président haïtien démocratiquement élu.

Déjà, deux membres ont quitté le Conseil, qui est devenu comme des « crabes dans un panier », se mordant et grimpant les uns sur les autres, trouvant plus facile de se déchirer que de se mettre d'accord sur une question qui concerne la nation, selon Berthony. Dupont à Haïti-Liberté (27 mars).

Même s'il y avait une certaine unité parmi les groupes disparates opposés à l'administration d'Henry pour le faire sortir, il reste encore de très graves problèmes de sécurité qui ont un impact néfaste sur l'éducation, les transports, les importations alimentaires et l'emploi, en particulier à Port-au-Prince. Des centaines de milliers de familles haïtiennes sont déplacées à l'intérieur du pays en raison d'activités criminelles. L'insécurité alimentaire, proche de la famine, touche environ la moitié de la population haïtienne.

La réponse américaine à ces problèmes comporte deux volets. La première consiste à mettre en place un blocus naval inopiné. Son existence a été évoquée le 24 mars lorsque le marin haïtien Jean-Robert Cinéus a tenté de rejoindre La Gonâve, une assez grande île proche de Port-au-Prince, mais a été refoulé par des marines américains à bord d'un bateau Zodiac d'un navire de la marine américaine stationné dans la baie de Port-au-Prince.

Une recherche sur Google révèle des milliers d'articles et de reportages télévisés sur la manière dont le gouverneur de Floride, Ron DeSantis, les douanes et la protection des frontières, la patrouille frontalière, les garde-côtes et le gouvernement américain en général se préparent à faire face à un grand nombre d'Haïtiens en fuite.

La seconde concerne un article d'opinion dans le Washington Post publié le 25 mars par l'ancien ambassadeur des États-Unis en Haïti, James B. Foley, intitulé « Les États-Unis devront intervenir en Haïti ». Foley était ambassadeur en 2004 lorsque le coup d'État contre Aristide a été organisé. Foley fournit souvent des commentaires américains faisant autorité et quasi officiels pour les reportages télévisés et autres médias sur la situation en Haïti.

Quel que soit le scénario, les forces anti-impérialistes doivent être prêtes à s'opposer à l'intervention américaine en Haïti.

Workers World 4 Avril 2024

Kongrè Wanament lan chwazi jij Alténor Barthélémy pou prezidan pwovizwa



Dirijan politik yo ki t ap patisipe nan Kongrè Wanament lan

Plizyè santèn pati politik ak òganizasyon ki soti nan diferan kote, te bay yon konferans pou laprès vandredi 5 avril pase a. Doktè Eddy Delaleu, sekretè jeneral pati FDHI ak sipò 450 pati ak òganizasyon popilè fè konnen yomenm yo pa nan Konsèy prezidansyèl.

Politisyen sa yomenm chwazi pito yon jij nan Lakou Kasasyon pou vin dirije tranzisyon an. Se sou jij Alténor Barthélémy yo mete men. Selon yo, se chwa ideyal la epi ki pi koresponn ak vid enstitisyonèl la k ap boulvèse peyi a.

Li te pentire yon sitiyasyon grav sou eta peyi a, ak tout kalte move zaksayon k ap pase nan moman sa a. Devan reyalite sa a, li fè konnen chwa yon jij nan Lakou Kasasyon se pi bon opsyon pou konble vid ki genyen nan prezidans peyi a. Sepandan, jij yo chwazi a dwe nonmen regilyèman epi li pa dwe prezante okenn anomali nan karyè li kòm majistra.

Nan faz sa a, Doktè Frantz Large nan Kongrè sa a fè konnen jij Alténor Barthélémy se sèl altènatif konstitisyonèl ki reponn ak reyalite.

Li afime tou prezidan pwovizwa a dwe akonpaye ak yon Premye Minis ki soti nan konsansis, ki pral pran dispozisyon pou fòme yon kabinè ministeryèl ak pèsonalite kredib.

Ekip gouvènman sa a pral gen misyon pou li rankontre defi jounen an, an patikilyèman ensekirite ak kriz ekonomik la.

Seminè Kolèj Senmasyal ap fè yon ti kanpe



Batiman Seminè kolèj Senmasyal

Nan yon nòt lekòl la pibliye jou ki te 6 avril la, direksyon an fè konnen : Y ap sispann aktivite edikatif li apre zak vandalis ki te fèt sou lokal la. Zak vandalis, piyaj ak ensandi, bandi ame ak kriminèl notwa yo te fè nan apremidi ak aswè 1ye avril 2024. Se sa ki fòse responsab Seminè a pran desizyon sa a.

Malgre evènman trajik sa yo, etablisman an di li detèmine pou l kontinye misyon li edike ak fòme jenès ayisyen an, yon misyon l ap suiv depi plis pase yon syèk edmi.

"Epitou Direksyon an envite tout manm li yo pou yo kenbe lafwa vivan pou yo retounen pi vit posib.

Anpil zam zesi Okap



Batiman Seminè kolèj Senmasyal

Des humiliations à se flamber la cervelle



Notre chef, devenu apatride, n'avait pour palais que les aéroports des Antilles. Ariel Henry lors de son séjour à Porto Rico



Lorsque l'Occident parle de nous, voilà l'objet de ses chuchotements autour d'un whisky.

Par Max Dorismond

Fort de la réflexion à laquelle nous astreint notre lecture collective, l'écran de nos pensées nous renvoie bien souvent un spectre lumineux, teinté de rage, de haine, jusqu'à blesser notre orgueil au point de songer au pire pour tous ceux qui sont aux commandes de notre patrie de naissance. En ressassant simplement l'histoire contemporaine de notre île, sans traverser la frontière du passé à l'envers du décor, certains chapitres distordus viennent nous chercher au plus profond de nous-mêmes.

J'ai souvenance encore de cette gifle sonore de Jovenel Moïse flanquée au visage du Venezuela en votant contre lui à l'OEA (1), le 10 janvier 2019, pour faire plaisir aux Yankees. Ce fut une baffe à écho qui déstabilise le commun des Haïtiens. La honte avait recouvert la nation entière d'un linceul de déshonneur, à un point que le peuple, meurtri dans son amour propre, ne daignait élever la voix. Pas un mot, pas une manifestation ne venaient troubler l'onde de ce silence sépulcral dans lequel avait pataugé le pays, qui rougissait devant ce voisin charitable qui lui avait tendu la main dans les moments les plus sombres de son vécu.

Et qu'arriva-t-il à ce serviteur zélé? Il fut écrabouillé de 12 balles dans l'intimité de sa chambre à coucher, qui était pourtant truffée de caméras. Le patron qui sait tout, qui connaît tout, qui contrôle tout, qui appréhende tout, n'a pas daigné lever le petit doigt pour protéger sa marionnette!

Nos frères, pour un oui, pour un non, crachent au visage de leur interlocuteur la fierté d'être des Nègres d'Haïti, ces Nègres irradiants qui n'avaient nullement quémandé leur indépendance, ces météores lumineux qui avaient fait trembler l'Europe esclavagiste, ressemblent à des minus dans l'adversité.

Et pourtant, l'histoire n'a jamais osé les démentir. C'est une réalité qui dérange encore aujourd'hui, si bien qu'un écrivain français irrité, un certain C. Textier, eut à souligner, en 1891, que « *L'Haïtien n'est pas seulement vaniteux à l'excès, il est orgueilleux au-delà de toute mesure. Dans la discussion la plus futile, il fait preuve d'une jactance et d'une emphase ridicules... (2)* ».

On peut aisément deviner la gêne de ces camarades quand ils constatent les courbettes robotiques de leur premier magistrat devant les dirigeants de ce monde. Leur fierté symbolique en a pris pour son rhume, face à ce genre d'image qui laisse des traces dans l'imaginaire collectif. Rongeant leur frein de l'intérieur, ils assouvissent leur rage en le traitant de tous les noms. Tous les adjectifs dégradants y ont prêté leurs béquilles à cette litanie de pseudonymes.

Pour l'excuser ou le dédouaner de cette odieuse manie, certains déclarent qu'il souffre de lombalgie, une douleur chronique du dos. Plusieurs autres soutiennent qu'il est un invertébré naturel, habitué à ramper.

Cette tendance, qui flirte avec la prédisposition d'une obéissance hors limite d'un idiot utile, fut-elle payante? Voyons voir!

Confiant dans la fidélité sans bornes de ses employeurs, notre premier citoyen s'est envolé pour le Kenya, en Afrique, avec l'assurance que tout était dans le sac. Mais, hélas, ce fut l'ultime courbette dans ce voyage de non-retour.

Le terme « humiliation » est trop terne pour décrire la situation loufoque dans laquelle se trouvaient tous les compatriotes, sans distinction. Faute de pleurer, on rigolait comme des niaiseux, mais ce fut une joie sans enthousiasme, un refrain froid sans étincelle, une clameur au rictus endurci, puisque nous étions certains de nous amuser à nos dépens.

Notre chef, devenu apatride, n'avait pour palais que les aéroports des Antilles. Sans pays, plusieurs caricaturistes se sont payé sa tête. Et là encore, en notre for intérieur, on s'auto-mutile. Les humiliés, c'est bien nous, c'est Haïti! Le monde entier, étonné et surpris, se meurt de rire.

Pour faire court, nous avons simplement mis en évidence ces deux cas, mais il en existe des centaines à remplir une encyclopédie où les agents scélérats ont été roulés dans le sable mouillé, là où ils avaient érigé leur château de cartes.

À bien réfléchir, nous pouvons stipuler que ces pseudo-patrons, en notre absence, nous définissent, dans la subtilité des chuchotements, comme une clique de singes ou de macaques échappés d'Afrique. À preuve, Donald Trump, le baveux, n'avait pas hésité un seul instant à traiter publiquement notre pays de trou de merde (Shit-hole).

Et il n'est pas premier à nous ridiculiser devant l'histoire. Citons le chef des troupes de l'occupation (1915-1934), le colonel Littletan T.W. Walker, USMC (4), qui nous taxait de « monkeys », singes, ou du major USMC, Smedley D. Butler, le 14 juillet 1916, qui décrivait dans une lettre à son père, le député Thomas Butler, l'assassinat de Me François Gauvin en ces termes *: « je venais d'écraser un misérable ravet (cockcroach) (5) »*.

Notre mésentente proverbiale leur en apporte la confirmation et nous coûte ces épithètes déshonorantes. Depuis 1804, c'est le bordel assuré, dans des dérapages victimaires et dans des déchirages de chemises, où défilent des egos surdimensionnés autour d'un pouvoir tentaculaire pour une nation qui saigne de ses propres blessures.

Les évènements de ces derniers jours nous le valident pleinement. Les États-Unis, contrairement à leur habitude, ne veulent plus envoyer de soldats pour nous aider à nous débarrasser des gangs que leurs armes ont rendus presque invincibles. Ils ont demandé au Canada qui avait d'abord accepté, puis refusé.

En fin de compte, les deux proposent la venue à notre rescousse de gens qui nous ressemblent : c'est la police kenyane, d'Afrique, un corps en proie à de semblables agitations irrésolues sur son territoire.

À l'orée de cette troublante imposition, nous n'avons qu'à imaginer leur conversation méprisante à notre égard, en devinant l'ambiance autour d'un bon verre où l'alphabet de la faune africaine fut énuméré avec frénésie et arrogance.

Et finalement, ne voulant plus jouer au Bwana tropical de la néo-colonisation, ils décidèrent de confier le futur d'Haïti à des petits « zilés (3) » de la Caraïbe, à de célèbres hésitants, bénéficiaires de leur indépendance, grâce à la générosité calculée de leurs propriétaires. Ce sont de joyeux lurons des pays nains, dont la totalité de leurs superficies cumulées n'égale pas la moitié d'Haïti. Ce sont des « Chiken George (6) » qui nous méprisent à l'aune de leur nez, nous reprochant d'avoir dérangé la quiétude de leurs maîtres.

Nous considérant toujours comme des bêtes sauvages, ces pseudo-maîtres ont ignoré royalement notre constitution pour inviter cette faune d'anciens serfs à nous proposer une solution de sortie de crise avec la création d'un Conseil Présidentiel à 9 têtes pour animer le cirque; un monstre machiavélique, boursouflé d'intérêts, qui ouvre la porte à toutes sortes d'interprétations destinées à troubler la paix d'Haïti pour les vingt-cinq prochaines années.

Réveillons-nous, bande de saligauds, le temps est venu d'envoyer chier le blanc tant adoré!

Max Dorismond

-NOTE-

1 - Enfin, le 10 janvier 2019, le représentant de l'OEA de Jovenel Moïse a voté contre le Venezuela, choquant les Haïtiens à travers Haïti et sa diaspora. Src. : « Le Journal les Aternatives » du 27-08-2020. Titre : « Haïti : la voyoucratie avec Washington et le Canada contre le Venezuela ».

2 - C. Textier en 1891 dans son ouvrage sur Haïti: "Au Pays des Généraux."

3 – Zilé : terme créole désignant les petites îles dans la mer des Caraïbes.

4 – USMC : United States Marine Corps (Le corps des marines des États-Unis).

5 – Dr Georges Michel : « Les erreurs des USA en Haïti » Le Nouvelliste du 10 mars 2004

6 – Chiken George ou (George Poule en français): Nom d'un esclave de maison dans la célèbre série « Racine « de Alex Haley. Métis et cocher de son état, Chiken Georges se prend à rêver à titre d'héritier du colon qui s'est empressé de le décourager dans ses illusions.

Le désordre en Haïti est dû aux malversations de l'élite et à l'ingérence des États-Unis



Une femme portant un enfant s'enfuit de la zone après que des coups de feu ont été entendus à Port-au-Prince, en Haïti, le 20 mars 2024. (Clarens Siffroy / AFP via Getty Images)

Par Jeffrey Sommers & Patrick Bellegarde-Smith*

De nombreux observateurs du désordre social en Haïti soutiennent aujourd'hui que le pays insulaire a toujours été dysfonctionnel. Mais la pauvreté et le chaos en Haïti sont récents et sont le produit de décisions désastreuses des élites politiques et de l'ingérence brutale des États-Unis.

Désordre social. Des prisons vidées de criminels violents par des gangs cherchant à reconstituer leurs rangs. Des écoles, des hôpitaux et des pharmacies ont été pillés et fréquemment incendiés. Des cadavres laissés pourrir dans les rues de peur de succomber au même sort en tentant de les enlever. Le port de la capitale fut capturé et saccagé, la famine menaçant. Pendant ce temps, sur la côte nord d'Haïti, les navires de croisière déversent toujours les touristes étrangers vers la « plage protégée de Columbus Cove » (et l'ironie ne manque pas).

Il n'y a pas d'édulcoration : l'effondrement de l'ordre en Haïti et les activités des gangs ces derniers mois pour tirer profit de la situation sont mauvaises.

Tout comme pour le Moyen-Orient, on entend le refrain selon lequel Haïti « a toujours été comme ça ». Sauf que ce n'est pas le cas. L'histoire d'Haïti a été à la fois riche en histoires et en défis. Les personnes raisonnablement instruites juxtaposent souvent Haïti à la République Dominicaine (RD), relativement prospère, le pays voisin avec lequel Haïti partage une île. La comparaison fait allusion à un défaut du premier par rapport à son voisin plus aisé. (Le sous-texte est parfois que la race explique leurs destins différents.) Pourtant, une vision à long terme d'Haïti révèle que sa pauvreté actuelle par rapport à la République dominicaine voisine est tout sauf constante – elle n'est apparue qu'au cours des quatre dernières décennies.

Il ne fait aucun doute qu'un large écart s'est creusé entre les performances économiques d'Haïti et de la RD. L'année dernière, le PIB par habitant de ce dernier était environ 700 pour cent supérieur à celui d'Haïti. Mais en remontant à 1960, année où des données de qualité sur le PIB des deux pays sont devenues disponibles, le PIB par habitant d'Haïti était de 1 716 dollars (ajusté à l'inflation), soit 25 pour cent de plus que celui de la République dominicaine, qui était alors de 1 374 dollars.

En effet, le PIB par habitant d'Haïti en 1960 était même de 67 pour cent supérieur à celui de la riche Corée du Sud d'aujourd'hui, et loin d'être le pays le plus pauvre des Amériques. Il ne s'agissait pas d'une performance ponctuelle. La tendance, antérieure à 1960, a peu varié jusqu'en 1980 ; la République dominicaine affichait alors des chiffres par habitant supérieurs de 29 pour cent à ceux d'Haïti, ce qui les plaçait toujours dans la même fourchette.

Plutôt qu'Haïti soit « toujours » ainsi, c'est 1981 qui a marqué le début de son déclin rapide. La RD a maintenu et même légèrement accéléré sa croissance économique régulière qui était jusque-là à peu près à parité avec son voisin Haïti. En revanche, Haïti a chuté précipitamment.

Catastrophe économique

Pourquoi? L'une des raisons était le choc pétrolier des années 1970, qui a décuplé le prix de l'or noir au cours de cette décennie. Ayant besoin de recycler les liquidités provenant des ventes exceptionnelles de pétrole déposées auprès d'elles, les banques ont accordé des prêts à tous. Le dictateur haïtien, Jean-Claude (« Baby Doc ») Duvalier, s'est gavé de prêts, tout en investissant trop peu de cet argent pour développer l'économie d'Haïti.

Pendant ce temps, les États-Unis ont mis fin à l'inflation en 1980 avec le choc monétaire provoqué par le président de la Réserve fédérale, Paul Volcker. Cela a résolu le problème d'inflation de l'Amérique, mais a considérablement augmenté les coûts de remboursement des prêts des années 1970 dans le monde entier, qui devaient être remboursés dans le dollar désormais gonflé.

Duvalier a alors fait une série de paris paresseux et désastreux pour l'économie haïtienne. Il s'est mis à collecter de l'aide étrangère alors que le crédit étranger bon marché s'évaporait, mais cette tranche d'argent n'a pas fait grand-chose pour l'économie haïtienne. Ensuite, il a réduit les impôts sur les recettes d'exportation et a invité les entreprises étrangères à employer la main-d'œuvre bon marché d'Haïti pour les usines d'assemblage. Le modèle a été applaudi par les États-Unis, mais il n'a pas apporté beaucoup d'avantages à Haïti, car presque tous les intrants provenaient de l'étranger, les recettes fiscales provenant des investissements étrangers étaient négligeables et les salaires étaient maintenus à des niveaux de subsistance.

Puis, craignant une nouvelle grippe porcine, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) a ordonné à Duvalier d'abattre la principale source de protéines d'Haïti : les porcs. Variété petite et copieuse, les porcs haïtiens étaient parfaitement adaptés à une production paysanne à faibles intrants. L'USAID a essayé de les remplacer par une grande variété américaine exigeant des conditions de logement que de nombreux paysans pourraient envier ; ces nouveaux porcs sont morts. Privés de leur source traditionnelle de protéines, les paysans haïtiens désespérés se sont tournés vers l'abattage d'arbres pour les vendre contre du charbon de bois, produisant ainsi les images désormais tragiquement familières de la déforestation en Haïti.

Bouleversements politiques et ingérence américaine

Des bouleversements politiques ont suivi alors que les Haïtiens s'efforçaient de mettre fin à leur dictature vieille de vingt-huit ans. Les États-Unis ont cherché à guider ce processus, en exigeant parfois un droit de veto sur la politique en Haïti.

En 1995, le président américain Bill Clinton a ordonné à Haïti d'abaisser ses droits de douane sur le riz américain (subventionné et cultivé principalement en Arkansas) de 50 pour cent à 3 pour cent. La production de riz d'Haïti s'est ensuite effondrée. Deux décennies plus tard, Clinton a présenté ses excuses à Haïti pour avoir mené cette politique désastreuse.

Ce coup de grâce à l'agriculture haïtienne a conduit des centaines de milliers de paysans à quitter les campagnes pour se réfugier à Port-au-Prince. Pauvres et désespérés, les paysans ont construit des logements en parpaings dans la capitale. Lorsque le grand tremblement de terre d'Haïti en 2010 a frappé, ces habitations en parpaings ont été détruites. Les estimations officielles évaluent le nombre de morts à plus de deux cent mille et celui de blessés à trois cent mille, avec 1,3 million de personnes déplacées et une maladie généralisée suite à l'effondrement des infrastructures, dont Haïti ne s'est pas encore remis.

Ce qui précède revient à dire qu'il n'en a en effet pas « toujours été ainsi » en Haïti, qui rivalisait autrefois économiquement avec la RD, aujourd'hui prospère. Pourtant, il serait trop facile de rejeter la responsabilité de tous les malheurs d'Haïti au cours du dernier demi-siècle uniquement sur les États-Unis – les élites haïtiennes ont commis leur part d'erreurs. Et Haïti considère certains de ses États voisins avec méfiance. Récemment, une réunion au sommet des dirigeants des Caraïbes s'est tenue en Jamaïque ; la direction de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), qui représente quinze États des Caraïbes, est désormais considérée par de nombreux Haïtiens comme un outil au service de grandes puissances.

Le fait que, derrière l'hôte de la dernière réunion de la CARICOM, le Premier ministre jamaïcain Andrew Holness, se tenait derrière les drapeaux canadien, français et brésilien, un choix étrange étant donné les États que représente la CARICOM, n'a pas aidé. Même si les intentions de la CARICOM pourraient être « pures », des soupçons demeurent. Les interventions étrangères ont toujours entraîné des catastrophes à long terme tout en apportant, au mieux, un soulagement à court terme.

Le 25 mars, James B. Foley, l'ambassadeur des États-Unis en Haïti de 2003 à 2007, a publié un article dans le Washington Post affirmant que « le dysfonctionnement d'Haïti est une condition permanente » et appelant à une nouvelle intervention militaire. S'il y a eu une « condition permanente » en Haïti, c'est bien les interventions étrangères, et non le désespoir que connaît actuellement le pays.

Pendant ce temps, un collège présidentiel a été proposé au conclave jamaïcain de la CARICOM, mais sans représentation haïtienne à la réunion. Au cours des dernières décennies en Haïti, la Cour de cassation – la Cour suprême d'Haïti – aurait envoyé un président provisoire. Cette option a apparemment été négligée, et avec elle, le sentiment que les décisions seront prises par les Haïtiens plutôt que pour eux.

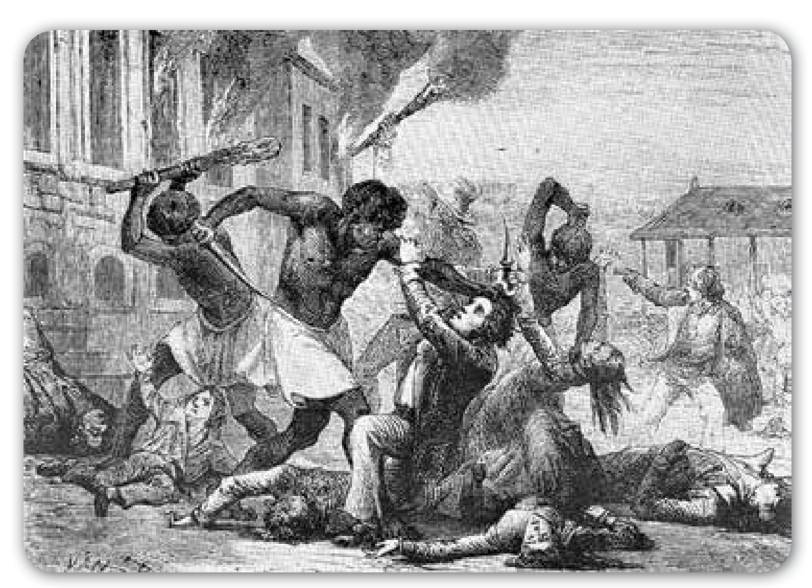
Les pays des Caraïbes, en particulier ceux qui sont membres du Commonwealth, sont farouchement indépendants dans leur politique étrangère vis-à-vis des États-Unis, car nombre de leurs hommes politiques sont des personnalités intellectuelles majeures. Leur position sur Haïti vient d'une position d'inquiétude ; ils reconnaissent une histoire commune de résistance à l'impérialisme. Pourtant, aujourd'hui, on ne peut toujours pas ignorer l'observation faite en février 1907 par Dantès Bellegarde, sans doute le diplomate le plus connu d'Haïti et l'un des intellectuels les plus influents du XXe siècle : *« Les États-Unis sont trop proches et Dieu est trop loin ».*

***Jeffrey Sommers** est professeur au Département d'études sur l'Afrique et la diaspora africaine et d'études mondiales à l'Université du Wisconsin-Milwaukee et chercheur principal à l'Institut des affaires mondiales de l'université. Il est également chercheur principal au Centre d'économie politique de l'Université Babe -Bolyai. Son travail sur l'austérité a été publié dans des dizaines de publications universitaires et ses articles d'opinion ont été publiés dans le Financial Times, le New York Times, Project Syndicate, le Guardian, the Nation, Social Europe et d'autres.

***Patrick Bellegarde-Smith** est professeur émérite et ancien directeur du Département d'études africaines et de la diaspora africaine à l'Université du Wisconsin-Milwaukee. Il est l'auteur et co-éditeur de cinq livres sur Haïti, dont The Breached Citadel, et a été président de l'Association des études haïtiennes. Il a été présenté dans des interviews par CNN International, NPR et d'autres grands médias.

Jacobin 5 Avril 2024

Revolution's Human Costs and Unintended Consequences



In August 1791, the Haitian revolution began with great violence which claimed the lives of men, women, and children, both slave-owners and not.

by Kim Ives

"Anyone waiting for a 'pure' social revolution will never live long enough to see it.
He is only a revolutionary in words, who understands nothing of what a real revolution is."

Lenin in "Review of a discussion on the law of nations.", 1916, Works, Volume 22.

On the night of Aug. 21, 1791, the enslaved men and women of the French colony of Saint Domingue, then the richest in the Western Hemisphere, rose up in fury.

They had been kidnapped from Africa, survived the deadly "middle passage," seen their families separated, enslaved under inhuman conditions, worked around the clock, tortured, raped, abused, and humiliated.

When the day of reckoning came, three centuries of anger erupted in a geyser of violence.

The rampaging slaves burned the plantations and homes of their European enslavers. They killed men, women, and children, even infants, sometimes mutilating them as they had been mutilated. They also torched slave quarters and the abodes of free men who owned no slaves.

In addition to pillaging, raping, torturing, mutilating, and killing the French, the insurgents also put to death fellow slaves, usually "house servants," who sought to hide or protect their masters, or were suspected of doing so.

European historians and newspapers reported on this violence in lurid detail, perhaps inventing events in their accounts, and some of them even cited the uprising's ferocity as proof of why slavery had been justified in the first place.

But 1791's violence and the ensuing 13 years of the Haitian revolution gave birth to a completely new and transformative society, one where slavery was abolished and all men and women – at least formally – had equal rights and standing, a first in modern human history.

Today, Haiti may be in the opening days of its second social revolution, which differs from a political revolution (like Jean-Bertrand Aristide's 1990 election) in a crucial way. An oppressed or exploited class not only seizes political power but also control of the economy, by wresting ownership from the ruling class of the nation's means of production: its land, factories, banks, stores, transport, utilities, communications, and other economic mainstays.

Today's revolution is also being carried out by men whom many in the West, including some "leftists," regard as sub-human. The revolutionaries are simply characterized as "gangs" or "thugs," and, indeed, some of them not only committed crimes but survived off of crime, most notably kidnapping. But many others in the *Viv Ansanm* coalition, which now is battling the Haitian National Police (PNH), fought the criminal "gangs" with which they are currently united. Both the formerly crime-based and crime-fighting armed groups, now united for "system change," arise directly out of Haiti's proletariat and lumpen-proletariat in Port-au-Prince, the sprawling capital of close to three million souls.



Haiti's National Library was attacked on Apr. 3. "No Viv Ansanm leader gave an order to attack the National Library," said Jimmy Cherizier.

Like the European writers two centuries ago, the mainstream media today shrieks daily about the "horrors" that they claim the modern-day insurgents are committing: wanton killings of innocent people, burning poor people's homes, vandalism of national institutions like the National Library and the General Hospital.

In fact, the violence now seizing Haiti can be divided into four different categories.

1) **Popular Rage:** Like the uprising of the 18th century slaves, Haiti's modern day wage slave masses have deep anger at those who have oppressed and exploited them for decades. This can be seen in their assault on institutions, however imperfect, that are essentially, formally their own, like the General Hospital. But due to corruption, lack of funding, and incompetence in its running, the masses have become alienated to the institution and take it as a parasitic body disconnected from themselves.

2) **Indiscipline, ignorance, and lack of control:** The "soldiers" of the various armed groups that make up the *Viv Ansanm* coalition have different levels of training and discipline. Some have an almost military preparation and structure, while others are more informal and anarchic.

On Apr. 3, armed individuals stormed and looted the National Library of Haiti. "I was told that the thugs are taking away the institution's furniture," the library's director general Dangelo Neard said. "They also destroyed the building's generator. I alerted the police for rapid intervention [...] We have rare documents, more than 200 years old, of heritage importance which risk being burned or damaged by bandits."

"No *Viv Ansanm* leader gave an order to attack the National Library," Jimmy "Barbecue" Cherizier later told *Haïti Liberté*. "It was attacked by a group of men who don't even know what a library is. They can't read, they don't know anything, they can't even understand the concept of a library. That, in the end, is the state's fault; the poor devils never went to school so they don't understand that a library is a national treasure that should not be uprooted, that it has rare books, archives, important for the nation. Some of those books are irreplaceable." The National Library contains about 26,000 volumes. Early reports said furniture and a generator were stolen.

As for the General Hospital, "who in their right mind and who has gone to school would uproot and vandalize a hospital?" Cherizier asked, again blaming the state for not educating poor young men. "We have now given a formal order to all the troops to protect hospitals, schools, libraries, and the like."

Cherizier also bemoaned that his Masonic Lodge was vandalized. "Some guys broke into my lodge and pillaged it," he said. "I want to make a video about it. It's again because the state never invested in educating these young men. I don't blame them; I blame the state."

In another interview on Apr. 9, Cherizier again seemed to follow the Amilcar Cabral maxim for revolution: "Tell no lies, claim no easy victories."

In a long statement, he admitted to many problems but assured that the fight would go on.

"We knew that this struggle would not be easy," he said. "Furthermore, we are fighting against an adversary which is very rich and powerful and a system which has been in place for over 200 years. We only launched this struggle two months ago. We can't get it in our heads that we could have already finished with this system. It is powerful, controls the media, makes many opportunists hungry and uses journalists for hire to say that we are making the poor suffer and are attacking people who look like us, all to discredit our struggle.

"Our forces still remain strong and united, despite many difficult moments and several disagreements we have had. We will continue the struggle."

3) **False Flag or Psychological Operations:** *Viv Ansanm* leaders have claimed that the police are carrying out attacks on poor neighborhoods to blame them on *Viv Ansanm.* On Sun., Apr. 7, one *Viv Ansanm* leader released a statement saying "we are going to uproot the oligarchs with the police. The police have killed too many men and women in the poor neighborhoods. They come in their cars, shooting everyone, motorcycle drivers are killed, people have been assassinated in the Croix-des-Mission market, in Clercine, people can't pass through Bobine... We can't take these attacks. Nobody talks of human rights... **When the police fight with us, they burn the things of poor people and then pretend that we did it**... We know that literacy has not reached many in our poor neighborhoods. Often they believe the lies they hear people saying and don't hear our side of the story even though we live in the same poor neighborhood."



Jimmy "Barbecue" Cherizier, leader and spokesman of the Viv Ansanm coalition, marching at the head of hundreds through Port-au-Prince.

This type of "psy-op," as it is called in CIA and Special Forces jargon, is to be expected. Indeed, the U.S. State Department's policy paper entitled "United States Strategy to Prevent Conflict and Promote Stability" from April 2022 explicitly calls for the Pentagon "to manage and prevent conflict and address global fragility through specialized activities including... psychological operations..." This refers to efforts to discredit the *Viv Ansanm* through "false flag" actions. Well known historical examples of "false flag" operations to start, maintain, or wage war are the 1898 bombing of the U.S.S. Maine in Havana's harbor, the 1964 Gulf of Tonkin staged attack, and the 2002 charges that Iraq had "weapons of mass destruction."

Such psy-ops are then echoed in the mainstream media, what the State Department calls "information operations engagements." Also the DoS calls for "security cooperation," which is a euphemism for deploying U.S. Special Forces to train, command, or even fight alongside Haitian police or army.

Meanwhile, there are home-grown "psy-ops" in Haiti. Under the Aristide government, the organization KID of Evans Paul and André Michel used to take bodies from the morgue and put them in the streets as if they were victims of government death-squads. It is not far-fetched to think that they have or will resort to such tactics again today.

4) **Opportunistic crimes and the settling of scores:** In any revolution or wartime situation, the state is weakened, the police are busy fighting, and there are people who take advantage of the situation to steal, grab, squat, or get even with a rival. Often, the culprits are unclear in the fog of war.

Last week, even an octogenarian counselor and board member of *Haïti Liberté,* Edmond Bertin, saw the house he owns just off Avenue Jean-Jacques Dessalines in Port-au-Prince attacked by assailants and burned. Its residents had to flee. This is how blind and indiscriminate some of the violence is, especially in conflict zones near the National Palace and police stations.

Was it vandals? Was it undiscipline *Viv Ansanm* soldiers? Was it police or their agents? Until now, we don't know.

But the mainstream and Haitian bourgeois media wants to magnify and call attention to every *faux pas*, every injustice, every error in these early days of the struggle, so as to build the case for the foreign military intervention that Washington, Ottawa, and Paris want to see. On that note, let us give the final word to Jimmy Cherizier from his Apr. 9 statement.

"There are many things that have happened since we launched this movement which we deplore and regret. We wish they hadn't happened. Unfortunately, when there are battles, the leaders of different zones, we are not in the streets. Unfortunately, when some of the soldiers are in the street, they carry out their own actions and initiatives, and this harms the struggle. We don't want to be the devil's advocate. We're trying to understand things.

"When a young man is armed and he's not trained, he's a danger to himself and to society. There are things that have happened, places that have been pillaged or burned, that we deplore, But the state is responsible, because if it had educated young men and women, some of these tragedies might not have happened.

"Despite these setbacks, we're not discouraged. We know why we're fighting, where we're going, and we will continue our struggle to get to exactly where we are going.

"Everybody with guns in hand are victims. Don't let people pass us off as the guilty ones, as the killers. Our objective is clear, and we won't retreat. Either we work for Haiti to become a paradise for everyone, or it will become a hell for everyone."

LE FIASCO ÉPIQUE DES



« Les bases américaines et le personnel civil ne peuvent plus rester sur le sol nigérien. »

Par Nick Turse*

La nouvelle junte au Niger dit aux Etats-Unis de remballer leur guerre et de rentrer chez eux

Vêtu d'un treillis militaire vert et d'une casquette de garnison bleue, le colonel-major Amadou Abdramane, porte-parole de la junte au pouvoir au Niger, a pris la parole à la télévision locale le mois dernier pour critiquer les États-Unis et rompre le partenariat militaire de longue date entre les deux pays. « Le gouvernement du Niger, tenant compte des aspirations et des intérêts de son peuple, révoque, avec effet immédiat, l'accord relatif au statut du personnel militaire américain et des employés civils du département de la défense«, a-t-il déclaré, insistant sur le fait que leur pacte de sécurité, vieux de 12 ans, violait la constitution nigérienne.

Un autre porte-parole nigérien, Insa Garba Saidou, s'est exprimé en des termes plus crus : *« Les bases américaines et le personnel civil ne peuvent plus rester sur le sol nigérien. »*

Ces annonces ont été faites alors que le terrorisme s'intensifie dans le Sahel ouest-africain et à la suite d'une visite au Niger d'une délégation américaine de haut niveau, comprenant la secrétaire d'État adjointe aux affaires africaines Molly Phee et le général Michael Langley, chef du commandement américain pour l'Afrique, ou AFRICOM.

La répudiation par le Niger de son allié n'est que le dernier coup porté aux efforts de lutte contre le terrorisme de Washington dans la région. Ces dernières années, des partenariats militaires américains de longue date avec le Burkina Faso et le Mali ont également été interrompus à la suite de coups d'État perpétrés par des officiers formés aux États-Unis. Le Niger était en fait le dernier grand bastion de l'influence militaire américaine dans le Sahel ouest-africain.

Ces revers ne sont que les derniers d'une série d'impasses, de fiascos ou de défaites pures et simples qui caractérisent désormais la guerre mondiale contre le terrorisme menée par les États-Unis. En plus de 20 ans d'interventions armées, les missions militaires américaines ont été bouleversées à plusieurs reprises en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud, avec notamment une impasse en Somalie, une intervention transformée en moteur à explosion en Libye et des implosions en Afghanistan et en Irak.

Ce maelström de défaites et de reculs américains a fait au moins 4,5 millions de morts, dont environ 940 000 par violence directe, parmi lesquels plus de 432 000 civils, selon le projet « Costs of War » de l'université Brown. Pas moins de 60 millions de personnes ont également été déplacées en raison de la violence attisée par les « guerres éternelles » de l'Amérique.



Un hangar en cours de construction sur une nouvelle base de drones américaine, officiellement connue sous le nom de base aérienne nigérienne 201, à Agadez, au Niger, le 15 avril 2018. Six ans plus tard, les militaires américains sont priés, par le nouveau pouvoir militaire à Nyamey de plier bagages. Comme il l'avait fait avec la France. Photo : Carley Petesch/AP

Le président Biden a affirmé qu'il avait mis fin à ces guerres mais que les États-Unis continueraient à les mener dans un avenir prévisible, voire pour toujours, « pour protéger le peuple et les intérêts des États-Unis« .

Le bilan est dévastateur, en particulier au Sahel, mais Washington a largement ignoré les coûts supportés par les populations les plus touchées par l'échec de ses efforts de lutte contre le terrorisme.

La « réduction du terrorisme » entraîne une augmentation de 50 000 % (oui!) du… terrorisme

Environ 1 000 militaires et civils américains sont déployés au Niger, la plupart près de la ville d'Agadez, sur la base aérienne 201, à la lisière sud du désert du Sahara. Connu des habitants sous le nom de « Base américaine », cet avant-poste est la pierre angulaire d'un archipel de bases militaires américaines dans la région et constitue la clé des efforts de projection et de surveillance de la puissance militaire des États-Unis en Afrique du Nord et de l'Ouest. Depuis les années 2010, les États-Unis ont investi environ un quart de milliard de dollars dans ce seul avant-poste.

Washington s'est concentré sur le Niger et ses voisins depuis les premiers jours de la guerre mondiale contre le terrorisme, déversant une aide militaire aux nations d'Afrique de l'Ouest par le biais de douzaines de programmes de « coopération en matière de sécurité », parmi lesquels le Partenariat transsaharien contre le terrorisme, un programme conçu pour « contrer et prévenir l'extrémisme violent » dans la région. La formation et l'assistance aux armées locales proposées dans le cadre de ce partenariat ont coûté à elles seules plus d'un milliard de dollars à l'Amérique.

Juste avant sa récente visite au Niger, le général Langley de l'AFRICOM s'est présenté devant la commission des forces armées du Sénat pour réprimander les partenaires de longue date de l'Amérique en Afrique de l'Ouest. *« Au cours des trois dernières années, les forces de défense nationales ont retourné leurs armes contre leurs propres gouvernements élus au Burkina Faso, en Guinée, au Mali et au Niger »* , a-t-il déclaré. « *Ces juntes évitent de rendre des comptes aux peuples qu'elles prétendent servir.* »

Langley a toutefois oublié de mentionner qu'au moins 15 officiers ayant bénéficié de la coopération américaine en matière de sécurité ont été impliqués dans 12 coups d'État en Afrique de l'Ouest et dans le Grand Sahel pendant la guerre mondiale contre le terrorisme. Il s'agit des pays qu'il a nommés : Burkina Faso (2014, 2015 et deux fois en 2022) ; Guinée (2021) ; Mali (2012, 2020 et 2021) ; et Niger (2023). En fait, au moins cinq dirigeants du coup d'État de juillet au Niger ont bénéficié de l'aide des États-Unis, selon un responsable américain. Lorsqu'ils ont renversé le président démocratiquement élu de ce pays, ils ont à leur tour nommé cinq membres des forces de sécurité nigériennes formés aux États-Unis pour servir de gouverneurs.

Langley a ensuite déploré le fait que, bien que les chefs de coup d'État promettent invariablement de vaincre les menaces terroristes, ils ne le font pas et se tournent alors « vers des partenaires qui manquent de restrictions dans leurs relations avec les gouvernements de coup d'État… en particulier la Russie« . Mais il n'a pas non plus établi la responsabilité directe de l'Amérique dans la chute libre de la sécurité au Sahel, malgré plus d'une décennie d'efforts coûteux pour remédier à la situation. « *Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort«* , a plaisanté Hillary Clinton, alors secrétaire d'État, après qu'une campagne aérienne de l'OTAN dirigée par les États-Unis a contribué à renverser le colonel Mouammar el-Kadhafi en 2011. Le président Barack Obama a salué l'intervention comme un succès, alors même que la Libye commençait à glisser vers le statut d'État quasi-failli. M. Obama admettra plus tard que « ne pas avoir prévu le jour d'après » la défaite de Kadhafi a été la « pire erreur » de sa présidence.

À la chute du dirigeant libyen, les combattants touaregs à son service ont pillé les caches d'armes de son régime, sont retournés dans leur pays d'origine, le Mali, et ont commencé à s'emparer de la partie septentrionale de cette nation. La colère des forces armées maliennes face à l'inefficacité du gouvernement a abouti en 2012 à un coup d'État militaire mené par Amadou Sanogo, un officier qui a appris l'anglais au Texas et a suivi une formation de base d'officier d'infanterie en Géorgie, une formation au renseignement militaire en Arizona et un mentorat par des Marines en Virginie.

Après avoir renversé le gouvernement démocratique du Mali, Sanogo s'est avéré incapable de lutter contre les militants locaux qui avaient également bénéficié des armes en provenance de Libye.

Le Mali étant plongé dans le chaos, ces combattants touaregs ont déclaré leur propre État indépendant, avant d'être repoussés par des militants islamistes lourdement armés qui ont instauré une forme sévère de charia, provoquant une crise humanitaire. Une mission conjointe française, américaine et africaine a empêché l'effondrement complet du Mali, mais a repoussé les islamistes jusqu'aux frontières du Burkina Faso et du Niger, semant la terreur et le chaos dans ces pays.

Depuis lors, les nations du Sahel ouest-africain sont en proie à des groupes terroristes qui évoluent, se divisent et se reconstituent. Sous la bannière noire du militantisme djihadiste, des hommes à moto armés de fusils Kalachnikov déboulent régulièrement dans les villages pour imposer la zakat (impôt islamique), terroriser et tuer des civils. Les attaques incessantes de ces groupes armés ont non seulement déstabilisé le Burkina Faso, le Mali et le Niger, provoquant des coups d'État et une instabilité politique, mais se sont également propagées vers le sud, dans les pays situés le long du golfe de Guinée. La violence a, par exemple, augmenté au Togo (633 %) et au Bénin (718 %), selon les statistiques du Pentagone.

Les responsables américains ont souvent fermé les yeux sur ce carnage.

Interrogé sur l'évolution de la situation au Niger, par exemple, le porte-parole du département d'État, Vedant Patel, a récemment insisté sur le fait que les partenariats en matière de sécurité en Afrique de l'Ouest « sont mutuellement bénéfiques et visent à atteindre ce que nous croyons être des objectifs communs de détection, de dissuasion et de réduction de la violence terroriste ». Cette déclaration est soit un mensonge pur et simple, soit un fantasme total.

Après 20 ans, il est clair que les partenariats américains au Sahel ne réduisent pas du tout la violence terroriste. Même le Pentagone l'admet tacitement. Bien que les effectifs des troupes américaines au Niger aient augmenté de plus de 900 % au cours de la dernière décennie et que les commandos américains aient formé leurs homologues locaux, tout en combattant et même en mourant sur place, bien que des centaines de millions de dollars aient afflué au Burkina Faso sous la forme de formations et d'équipements tels que des véhicules blindés de transport de troupes, des gilets pare-balles, des équipements de communication, des mitrailleuses, des équipements de vision nocturne et des fusils, et bien que l'aide américaine à la sécurité ait afflué au Mali et que ses officiers militaires aient été formés par les États-Unis, la violence terroriste au Sahel n'a en aucun cas été réduite. En 2002 et 2003, selon les statistiques du département d'État, les terroristes ont fait 23 victimes dans toute l'Afrique. L'année dernière, selon l'Africa Center for Strategic Studies, une institution de recherche du Pentagone, les

ETATS-UNIS AU NIGER



La junte au pouvoir au Niger a dénoncé, le 16 mars dernier, l'accord de coopération militaire passé avec les États-Unis il y a douze ans. Un revers pour Washington qui possède une base aérienne de premier plan à Agadez. La base américaine sur l'aéroport de Niamey, en mai 2023.

et les résultats catastrophiques la norme.

De la mise en déroute par l'État islamique de l'armée irakienne entraînée par les États-Unis en 2014 à la victoire des talibans en Afghanistan en 2021, de l'impasse permanente en Somalie à la déstabilisation de la Libye en 2011, qui a plongé le Sahel dans le chaos et menace aujourd'hui les États côtiers du golfe de Guinée, la guerre mondiale contre le terrorisme a causé la mort, la blessure ou le déplacement de dizaines de millions de personnes.

Les carnages, les impasses et les échecs semblent avoir eu remarquablement peu d'effet sur le désir de Washington de continuer à financer et à mener de telles guerres, mais les faits sur le terrain, comme le triomphe des talibans en Afghanistan, ont parfois forcé la main de Washington. La junte nigérienne suit une autre voie de ce type, tentant de mettre fin à une guerre américaine éternelle dans un petit coin du monde – faisant ainsi ce que le président Biden a promis mais n'a pas réussi à faire. Mais la question reste entière : L'administration Biden va-t-elle inverser la trajectoire suivie par les États-Unis depuis le début des années 2000 ? Acceptera-t-elle de fixer une date de retrait ? Washington va-t-il enfin remballer sa guerre désastreuse et rentrer chez lui ?



« Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort », a plaisanté Hillary Clinton, alors secrétaire d'État sous Obama, après qu'une campagne aérienne de l'OTAN dirigée par les États-Unis a contribué à renverser le colonel Mouammar el-Kadhafi et à l'assassiner en 2011. Ce qui avait ouvert la boite de pandore dans le Sahel. DR



Après le renversement de Kadhafi, le chaos s'est installé en Libye. Les combattants touaregs à son service ont pillé les caches d'armes de son régime, sont retournés dans les pays du Sahel, alimentant les guerres, le terrorisme et l'anarchie.



attaques des militants islamistes dans le seul Sahel ont fait 11 643 morts, soit une augmentation de plus de 50 000 %.

Emballez votre guerre

En janvier 2021, le président Biden est entré à la Maison Blanche en promettant de mettre fin aux guerres incessantes de son pays.

Il a rapidement affirmé avoir tenu sa promesse. « Je me tiens ici aujourd'hui alors que pour la première fois en 20 ans, les États-Unis n'étant pas en guerre« , a annoncé M. Biden quelques mois plus tard. »Nous avons tourné la page. »

Toutefois, à la fin de l'année dernière, dans l'une de ses missives périodiques sur les « pouvoirs de guerre » adressées au Congrès, détaillant les opérations militaires américaines publiquement reconnues dans le monde entier, Joe Biden a dit exactement le contraire. En fait, il a laissé entrevoir la possibilité que les guerres éternelles de l'Amérique puissent, en effet, durer éternellement. « Il n'est pas possible, écrit-il, de connaître à l'heure actuelle l'ampleur précise ou la durée des déploiements des forces armées américaines qui sont ou seront nécessaires pour contrer les menaces terroristes qui pèsent sur les États-Unis. »

La junte nigérienne formée par les États-Unis a clairement indiqué qu'elle souhaitait que la guerre éternelle menée par les États-Unis dans ce pays prenne fin. Cela signifierait en principe la fermeture de la base aérienne 201 et le retrait d'un millier de militaires et de contractuels américains. Jusqu'à présent, cependant, Washington ne montre aucun signe d'acceptation de leurs souhaits. « *Nous sommes au courant de la déclaration du 16 mars annonçant la fin de l'accord sur le statut des forces entre le Niger et les États-Unis* » , a déclaré Sabrina Singh, secrétaire de presse adjointe du Pentagone. « *Nous travaillons par les voies diplomatiques pour obtenir des éclaircissements... Je n'ai pas de calendrier pour le retrait des forces.* »

« *L'armée américaine est au Niger à la demande du gouvernement nigérien* » , a déclaré l'année dernière Kelly Cahalan, porte-parole de l'AFRICOM. Maintenant que la junte a demandé à l'AFRICOM de partir, le commandement n'a plus grand-chose à dire. Les accusés de réception des courriels montrent que les questions de TomDispatch sur les développements au Niger envoyées au service de presse de l'AFRICOM ont été lues par une série de personnes, dont Cahalan, Zack Frank, Joshua Frey, Yvonne Levardi, Rebekah Clark Mattes, Christopher Meade, Takisha Miller, Alvin Phillips, Robert Dixon, Lennea Montandon et Courtney Dock, le directeur adjoint des affaires publiques de l'AFRICOM, mais aucun d'entre eux n'a répondu à aucune des questions posées. Cahalan a alors renvoyé TomDispatch au Département d'Etat.

Le Département d'Etat, à son tour, a dirigé TomDispatch vers la transcription d'une conférence de presse traitant principalement des efforts diplomatiques américains aux Philippines. « *L'USAFRICOM doit rester en Afrique de l'Ouest pour limiter la propagation du terrorisme dans la région et au-delà* » , a déclaré le général Langley à la commission sénatoriale des forces armées en mars. Mais la junte nigérienne insiste sur le fait que l'AFRICOM doit partir et que l'échec des États-Unis à « limiter la propagation du terrorisme » au Niger et au-delà en est une des principales raisons. « *Cette coopération en matière de sécurité n'a pas répondu aux attentes des Nigériens – tous les massacres commis par les djihadistes l'ont été pendant que les Américains étaient ici* » , a déclaré un analyste nigérien de la sécurité qui a travaillé avec des responsables américains, sous le couvert de l'anonymat.

Les guerres éternelles de l'Amérique, y compris la bataille pour le Sahel, se sont poursuivies sous les présidences de George W. Bush, Barack Obama, Donald Trump et Joe Biden, l'échec étant le fil conducteur

*Nick Turse est directeur de la rédaction de TomDispatch et membre du Type Media Center. Il est l'auteur de Next Time They'll Come to Count the Dead : War and Survival in South Sudan (La prochaine fois qu'ils viendront compter les morts : guerre et survie au Sud-Soudan) et du best-seller Kill Anything That Moves (Tuer tout ce qui bouge).

Traduit par Brahim Madaci
Publié par: Nick Turse
06 avril, 2024

La CIA a inventé le mythe du « génocide ouïghour »



La CIA a orchestré sur ordre de Trump la campagne antichinoise. Sigle de la CIA. DR



Le candidat républicain à la présidence et ancien président des États-Unis Donald Trump organise un rassemblement de campagne au Forum River Center à Rome, en Géorgie, aux États-Unis, le 9 mars 2024. L'administration Trump a marqué l'accélération extrême de la nouvelle guerre froide des États-Unis contre la Chine. Cela a commencé lorsque le Pentagone a publié sa stratégie de défense nationale de 2018, qui a déclaré un recentrage du « contre-terrorisme » au Moyen-Orient vers la « concurrence des grandes puissances » avec la Russie et la Chine. REUTERS/Alyssa Pointer/File Photo Achat de droits de licence

Par Patrick Macfarlane*

Le 14 mars, Reuters a publié un rapport qui fait l'effet d'une bombe (bombshell report : en 2019, la Maison Blanche de Donald Trump a lancé une campagne d'influence clandestine de la CIA pour salir la réputation internationale de la Chine.

Selon trois anciens responsables américains ayant une connaissance directe, « la CIA a créé une petite équipe d'agents qui ont utilisé de fausses identités sur Internet pour diffuser des récits négatifs sur le gouvernement de Xi Jinping tout en divulguant des renseignements désobligeants à des organes de presse étrangers. » Les informations diffusées « ciblaient l'opinion publique » tant au niveau international qu'en Chine même. En plus d'influencer l'opinion publique, la campagne a cherché à « attiser la paranoïa chez les hauts dirigeants [chinois] » qui tentaient de retracer les informations divulguées.

Le rapport précise que les agents de la CIA ont « encouragé les allégations [de corruption] » contre des responsables du gouvernement chinois et « dénoncé la corruption et le gaspillage de l'initiative chinoise de la ceinture et de la route« . Bien que ces efforts spécifiques aient été identifiés, les anciens responsables américains ont refusé de nommer d'autres récits qui ont été avancés.

Reuters n'a pas confirmé que la campagne s'est poursuivie sous la présidence de Joe Biden, mais deux « historiens du renseignement anonymes » ont déclaré à Reuters que de telles « conclusions présidentielles » restent souvent en place d'une administration à l'autre.

L'existence de cette campagne d'influence de la CIA est probable compte tenu du contexte historique plus large.

L'administration Trump a marqué l'accélération extrême de la nouvelle guerre froide des États-Unis contre la Chine. Cela a commencé lorsque le Pentagone a publié sa stratégie de défense nationale de 2018, qui a déclaré un recentrage du « contre-terrorisme » au Moyen-Orient vers la « concurrence des grandes puissances » avec la Russie et la Chine.

Par la suite, 2019 a été une année record pour l'escalade occidentale contre Pékin. En octobre 2019, le ministère de la Défense a créé un nouveau bureau axé uniquement sur la confrontation avec la Chine, appelé « secrétaire adjoint à la défense pour la Chine« . En décembre 2019, l'OTAN a désigné la Chine comme un « défi » émergent. En 2019 et 2020, l'administration Trump a doublé les transits navals américains dans le détroit de Taïwan par rapport aux années précédentes et a effectué environ 1 000 vols de reconnaissance au-dessus de la mer de Chine méridionale. Bien entendu, lorsque la pandémie de COVID-19 est arrivée en 2020, elle a été immédiatement imputée à la Chine.

En dépit des efforts susmentionnés, la nouvelle guerre froide menée par les États-Unis contre la Chine était principalement axée sur l'information. Les États-Unis ont cherché à isoler la Chine sur la scène mondiale en ternissant sa réputation internationale, en justifiant les sanctions et en entravant les échanges commerciaux. Cela était clair avant même les nouvelles révélations de la CIA.

Outre le fait de rendre ce pays responsable du COVID-19, le récit du « génocide ouïghour » a été le principal moyen d'atteindre cet objectif. Mais quelle importance, le cas échéant, la révélation de la CIA apporte-t-elle aux faits de ce récit tels que nous les connaissons déjà ?

La CIA était présente à chaque étape du processus. 2019 est l'année où une ONG appelée « Tribunal chinois » a commencé à adresser une pétition au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, accusant le Parti communiste chinois de mener une opération industrielle de prélèvement d'organes dont les dissidents chinois et les musulmans ouïghours étaient les victimes.

En janvier 2021, l'administration Trump a utilisé cette affirmation à des fins militaires lorsque le secrétaire d'État Mike Pompeo, fraîchement débarqué de son poste de directeur de la CIA, a officiellement accusé la Chine de commettre un génocide contre les musulmans ouïghours dans sa région autonome la plus à l'ouest, le Xinjiang. Pour étayer cette affirmation, Pompeo s'est référé aux conclusions d'un rapport de 2020 rédigé par un sociologue allemand du nom d'Adrian Zenz. Ce rapport s'intitule « Setilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control :The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang« . En mars 2021, Zenz a publié un rapport supplémentaire intitulé « The Uyghur Genocide :An Examination of China's Breaches of the 1948 Convention« .

Les médias du monde entier ont déclaré que ces rapports étaient rédigés par des « tiers indépendants ». Rien n'aurait pu être plus éloigné de la vérité.

Le Tribunal chinois a des liens directs avec le groupe religieux marginal Falun Gong, une secte spiritualiste chinoise qui dirige The Epoch Times et New Tang Dynasty. En outre, les rapports de Zenz ont été publiés par des groupes de réflexion néoconservateurs, notamment la Fondation Jamestown, le Newlines Institute et le Centre Wallenberg pour les droits de l'homme. La Fondation Jamestown a été fondée par feu William Casey, directeur de la CIA. Le Newlines Institute est dirigé, entre autres, par d'anciens employés de la société d'espionnage privée Stratfor, la « CIA de l'ombre ».

Moi-même et d'autres personnes, dont Max Blumenthal, Gareth Porter et Ajit Singh, avons démontré que chaque rapport contenait d'importantes erreurs statistiques, des problèmes de crédibilité, des traductions erronées des documents sources et des déclarations propagandistes erronées. Ces analyses sont disponibles ailleurs.

Chacun des rapports de Zenz s'appuie en partie sur des « documents du gouvernement de la RPC ayant fait l'objet d'une fuite » pour étayer ses conclusions. Ces documents sont cités par Zenz comme la « liste Karakax« , la « liste Aksu » et les « câbles chinois« .

La liste Karakax indiquerait les raisons pour lesquelles 311 personnes ouïghoures ont été internées dans des « camps de rééducation » au Xinjiang.

Les « câbles chinois » seraient constitués d'un « manuel d'opérations pour la gestion de camps de détention de masse », de quatre « informations secrètes » provenant d'un système de collecte massive de données sur les Ouïghours et d'un document de condamnation d'un tribunal régional dans lequel un Ouïghour a été condamné à dix ans d'emprisonnement pour avoir dit à ses collègues de pratiquer le « halal ».

Selon Zenz, la liste Karakax a été divulguée par la même source que celle qui a divulgué les « Câbles de la Chine« . Le Consortium international des journalistes d'investigation, l'organisation qui a publié les « Câbles de la Chine« , affirme avoir reçu les fuites « par l'intermédiaire d'une chaîne d'exilés ouïghours« , mais a confirmé l'authenticité du document auprès de plusieurs experts de premier plan, dont James Mulvenon, vice-président de Defense Group Inc, Zenz, et plusieurs sources de renseignement qui ne peuvent être identifiées.

En 2019, l'auteur de la fuite s'est identifié comme étant Mme Asiye Abdulaheb, une Ouïghoure en exil vivant aux Pays-Bas. Mme Abdulaheb a déclaré aux journaux néerlandais qu'elle avait quitté la Chine en 2009, bien que les documents qu'elle a divulgués soient datés de 2017. Elle n'a pas révélé comment elle avait obtenu ces documents.

Quant à la liste Aksu, Human Rights Watch admet qu'elle lui a été communiquée par Radio Free Asia, une antenne de la CIA datant de l'époque de la guerre froide et créée pour diffuser la propagande américaine sur tout le continent.

En juillet 2022, Zenz a publié une fuite conjointement avec la Victims of Communism Memorial Foundation, un autre projet anticommuniste de la guerre froide cofondé par le conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter, Zbigniew Brzezinski. Zenz lui a donné le titre inquiétant de « The Xinjiang Police Files » (les dossiers de la police du Xinjiang).

Zenz affirme que les documents sont des « preuves sans précédent » qui « prouvent la nature carcérale des camps de rééducation [et] montrent l'implication directe des principaux dirigeants chinois dans la campagne d'internement de masse« . La publication comprend plus de 2 800 images de détenus, plus de 300 000 dossiers personnels, plus de 23 000 dossiers de détenus et plus de 10 instructions de la police des camps. Selon Zenz, les documents ont été obtenus grâce au piratage d'un « tiers » qui s'est introduit dans les systèmes informatiques de fonctionnaires locaux du gouvernement chinois.

Lorsque les documents ont été mis à la disposition du public, certaines anomalies ont été détectées. Par exemple, certaines métadonnées des documents indiquaient qu'ils avaient été édités par Zenz et un contractant de la sécurité nationale nommé Ilshat Kokbore. Il s'avère que Kokbore était également le président de l'American Uyghur Association et le directeur des affaires chinoises du World Uyghur Congress, une ONG basée à Washington qui reçoit des fonds de la National Endowment for Democracy (NED). La NED a été qualifiée de « deuxième CIA » par l'un de ses fondateurs, Allen Weinstein, parce qu'elle effectue ouvertement le travail que la CIA faisait secrètement.

D'autres se sont interrogés sur les anomalies visuelles des images de détenus, qui suggèrent qu'elles ont pu être générées par ordinateur. Zenz a utilisé les fuites comme pièce maîtresse de ses rapports accusant la Chine sur la scène internationale. Ils ont été cités par tous les grands médias, par le département d'État américain et même par le Haut Commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme.

Les rapports de Zenz ont été vendus au niveau international comme étant « impartiaux » et « indépendants«, mais les révélations de Reuters placent les agents de la CIA en Chine dans une situation de « fuite de renseignements » dans le but avoué de détruire la réputation internationale de la Chine. Cette opération s'est déroulée pendant les premières années des allégations de génocide des Ouïghours.

On ne saurait trop insister sur le poids de cette révélation.

*Patrick MacFarlane est Justin Raimondo Fellow au Libertarian Institute, où il prône une politique étrangère non interventionniste. Il est avocat dans le Wisconsin et exerce en cabinet privé. Il est l'animateur de Vital Dissent sur www.vitaldissent.com, où il cherche à s'opposer à l'escalade calamiteuse de la politique étrangère américaine en dénonçant les récits de l'establishment à l'aide de documentaires bien documentés et d'interviews d'invités perspicaces. Son travail a été publié sur antiwar.com, GlobalResearch.ca et Zerohedge.

Antiwar.com 06 avril 2024
Traduit par Brahim Madaci
Afrique Asie 06 avril 2024

Javier Milei veut des sanctions contre le Venezuela





Quelle réponse du président Nicolas Maduro à la marionnette de l'Argentine Javier Milei

Le président Nicolas Maduro a condamné jeudi les prétentions du président de l'Argentine Javier Milei de demander des sanctions contre le Venezuela.

Lors d'une nouvelle édition de Maduro Podcasts, le chef de l'État a déclaré que ce qui se passe avec Milei au pouvoir en Argentine, c'est « *le fascisme, le sionisme qui est le nouveau fascisme. »*

« Maintenant, Milei dit qu'il va diriger une croisade pour que le Venezuela soit sanctionné, soit bloqué et soit frappé. Je le dis depuis Caracas, depuis les quartiers de Caracas, je te le dis à toi, Milei, et à beaucoup d'autres, regarde-toi dans le miroir de Bolsonaro, regarde-toi dans le miroir de Macri, qui s'en prend au Venezuela, s'assèche, »

Le président était en compagnie de la première combattante, Cilia Flores, et du gouverneur de l'état de Carabobo, Rafael Lacava avec qui il a parlé de la star du football argentin Diego Armando Maradona. *« J'ai une thèse sur la mort de Maradona, je l'ai déjà dit. Je pense qu'ils ont tué Maradona (…) J'ai parlé avec lui le jour de son anniversaire, quelques jours avant sa mort, et je lui ai dit : « Diego, viens au Venezuela, ici, nous soignerons. Je suis inquiet pour toi, »* parce que déjà personnellement, en janvier, je lui avais dit : « *Fais attention à toi, Diego. Regarde, il y a déjà très mauvais, fascistes, et ils savent que tu es la voix de la rébellion des peuples, celui qui dit ce que personne n'ose dire en Argentine et dans le monde » Je pense que ça a été une opération pour en finir avec les symboles de l'Argentine rebelle, l'Argentine profonde et ils en ont d'abord fini avec Diego, j'ai cette certitude et après, ils veulent en finir avec Cristina Fernandez, en direct, ils vont la tuer à la télévision. »*

Et il a ajouté: *« En en ayant fini avec Diego et Cristina, l'Argentine restera sans voix profonde, sans voix impactante. Je crois en ce plan pour que le fascisme arrive »* et il est certain qu'un jour, la vérité sortira à la lumière.

D'autre part, il a rappelé différentes situations qui ont été vécues pendant la période parlementaire 2000–2005 et a souligné le fait que l'assemblée nationale « a été une grande école » dans laquelle ils ont appris « de grandes leçons », comme la capacité de tolérance et de dialogue « dans les pires circonstances, nous voir les visages, parler » avec des secteurs de l'opposition.

« L'Assemblée nationale de 2000 à 2005 a été terrible parce qu'il y a eu la conspiration de 2000, les coups d'Etat de 2002, le processus de rétablissement économique et social de 2003, le processus de référendum révocatoire et la conspiration brutale de 2004, la violence, la première guarimba. »

Et il a proposé au gouverneur Lacava de faire partie du commandement de campagne pour les élections présidentielles du 28 juillet prochain.

« Je veux que, maintenant que nous sommes en train de former des équipes de campagne, je veux, Lacava, que tu demandes la permission au peuple de Carabobo d'être l'un des porte-parole principaux et des principaux membres du commandement de campagne victorieux pour le 28 juillet, c'est une proposition que je te fais ici, publiquement. »

Le gouverneur a accepté et affirmé: *« Ce serait un privilège et un honneur pour moi, et je sais que nos gens de Carabobo comprennent l'importance de cette nouvelle tâche que vous êtes en train de me donner. »*

Ensuite, a été évoqué la dénonciation par le gouvernement d'une tentative pour saboter le festival de Waikiki, *« ils ont essayé de saboter le festival de Waikiki. Nous avons capté des communications quatre jours avant, des mesures ont été prises et les gens ont été en paix, »*, a-t-il affirmé.

À ce sujet, le gouverneur Lacava a remercié les corps de sécurité qui ont garanti la protection des plus de 150 000 personnes qui sont venues célébrer cet évènement.

Le président Maduro a aussi profité de cette occasion pour faire savoir que le festival international Vive le Venezuela, Ma Chère Patrie sera inauguré le 10 mai prochain avec un grand concert au stade monumental, Simon Bolivar, à Caracas.

Telesurtv 4 Avril 2024
Bolivarinfos 5 Avril 2024

Le Monde enquête sur le mensonge selon lequel le Hamas aurait décapité 40 bébés israéliens

Le Monde a écrit dans un article qu'Israël avait délibérément diffusé des informations trompeuses après l'opération-surprise du Hamas du 7 octobre.



La guerre de la désinformation fait rage sur les réseaux sociaux. Selon un journaliste israélien, il n'y a aucune preuve de décapitation de 40 bébés par le Hamas

Après l'opération Tempête d'Al-Aqsa le 7 octobre dernier, les comptes israéliens ont largement commencé à créer de faux récits et à répandre des rumeurs sur des « crimes des forces d'Izzedin al-Qassam » ; l'une des rumeurs les plus importantes, celle de *« la décapitation de 40 enfants »* par les forces du Hamas, a défrayé la chronique. Et ce, à tel point que même le président américain Joe Biden a répété ce mensonge dans un discours lors d'une réunion des responsables juifs à la Maison Blanche et a même prétendu qu'il avait vu les photos de cette décapitation.

Le porte-parole de la Maison Blanche a toutefois tenté de rectifier les dires de Biden déclarant que ceux-ci étaient fondés sur les rapports des médias et qu'il n'avait pas vu ou confirmé ces images par lui-même.

Le NY Times reconnaît de faux témoignages dans l'histoire du viol attribué au Hamas.

Dans son enquête, Le Monde s'est penché sur les racines de cette rumeur et a écrit que non seulement les autorités officielles israéliennes n'ont pas nié cette rumeur, pire encore, elles en ont fait la cause d'une attaque contre le Hamas.

Le Monde a annoncé avoir enquêté sur cette affaire et interviewé Samuel Forey, son correspondant en Palestine occupée.

Samuel Forey faisait partie des dizaines de journalistes qui sont entrés dans le kibboutz de Kfar Aza après l'attaque du Hamas. *« Quand je suis entré dans le kibboutz, il était plein de cadavres, les morts israéliens étaient enveloppés dans des sacs et les corps des forces du Hamas étaient également éparpillés. Les responsables du journal m'ont contacté et m'ont demandé si j'avais vu quelque chose concernant des têtes d'enfants coupées, je leur ai répondu que j'avais aussi lu cela sur les réseaux sociaux, mais rien ne permettait de confirmer un tel incident »*, a dit Samuel Forey au Monde.

Le correspondant du journal français a ensuite ajouté : *« Aucun militaire ne m'a parlé de cela, j'en ai parlé à six d'entre eux, aucun d'entre eux n'a parlé de la décapitation des enfants. Ils étaient là depuis la veille de l'attaque, aucun militaire n'a parlé aux médias. »*

Samuel Forey a déclaré qu'il avait également parlé à deux organisations humanitaires israéliennes qui étaient présentes sur les lieux dès les premiers instants de l'incident, mais qu'elles n'avaient également aucune information sur le massacre d'enfants par le Hamas. *« Ils [les responsables israéliens] ont tenté de présenter le Hamas comme un 'mal absolu' »*, a-t-il indiqué.

Yossi Landau, commandant de l'organisation de secours Zaka, un groupe extrémiste juif, avait déclaré avoir vu de ses propres yeux la décapitation d'enfants israéliens par les forces du Hamas. Ensuite le journal Haaretz a écrit que l'organisation de secours Zaka avait une mauvaise situation financière et que Yossi Landau a essayé d'attirer l'attention sur lui et d'obtenir davantage d'aide publique avec ce mensonge.

Le Monde a fermement démenti le mensonge selon lequel les forces du Hamas auraient éventré une femme enceinte et tué son bébé devant elle, le qualifiant de « fausse nouvelle ». Un journaliste israélien a expliqué au Monde l'origine de ce mensonge : « *Le chiffre 40 a été annoncé pour la première fois aux médias par le médecin de l'unité de réserve, Michael Levy. »*

Michael Levy lui-même n'accepte pas cette histoire et a déclaré au Monde n'avoir vu qu'un seul enfant dont la tête avait été coupée ; cette allégation n'est pas non plus proportionnée aux faits, car selon les statistiques, la plus jeune personne tuée le jour de l'attaque du Hamas avait 14 ans et sa tête n'a pas été coupée.

PresseTv 06 Avril 2024

Les Etats-Unis approuvent l'envoi de nouvelles bombes à Israël le jour des frappes contre les véhicules de World Central Kitchen







Les sept travailleurs humanitaires de l'organisation caritative World Central Kitchen qui ont été tués dans cette voiture par les frappes aériennes israéliennes à Gaza

Par John Hudson

L'administration Biden a approuvé le transfert de milliers de bombes supplémentaires à Israël le jour même où les frappes aériennes israéliennes à Gaza ont tué sept travailleurs humanitaires de l'organisation caritative World Central Kitchen, ont déclaré trois responsables états-uniens au Washington Post cette semaine, après que l'incident a suscité une condamnation mondiale.

Cette transaction démontre la détermination de l'administration à continuer à fournir des armes létales à Israël, malgré les meurtres très médiatisés de lundi et les appels de plus en plus nombreux à conditionner ce soutien à une plus grande protection des civils dans la zone de guerre. Un citoyen des Etats-Unis figure parmi les tués.

Cette décision jette également un nouvel éclairage sur la déclaration émue du président Biden, qui s'est dit «indigné et déchiré» par cette tragédie et a insisté pour que de tels événements ne se reproduisent plus jamais. «*Ils fournissaient de la nourriture à des civils affamés en pleine guerre*», *a déclaré Joe Biden*. «*Ils ont été courageux et désintéressés.*» La Maison Blanche n'a pas répondu à une demande de commentaire faite par le WP.

Le gouvernement israélien a confirmé avoir effectué la frappe de lundi, mais l'a qualifiée d'«involontaire», précisant que l'armée mènerait une enquête «transparente» et en rendrait les résultats publics.

***

Le département d'Etat a approuvé le transfert de plus de 1000 bombes MK82 de 500 livres, de plus de 1000 bombes de petit diamètre et de détonateurs pour les bombes MK80. Des responsables – qui, comme d'autres, ont parlé sous le couvert de l'anonymat pour évoquer les transactions d'armes sensibles – ont déclaré que ces transferts étaient tous issus d'autorisations accordées par le Congrès plusieurs années avant le début des dernières hostilités entre Israël et le Hamas.

Un porte-parole du département d'Etat a confirmé l'approbation et a affirmé qu'elle avait eu lieu quelque temps «avant» que le drone israélien ne frappe le convoi d'aide.

Le gouvernement états-unien est habilité à suspendre un programme d'armement à tout moment avant sa livraison, suspension qui, selon le porte-parole, n'interviendra probablement pas avant 2025 ou plus tard. Dans ce cas, il ne l'a pas fait.

Lorsqu'on lui a demandé pourquoi l'administration Biden n'avait pas au moins suspendu le processus après l'incident ou jusqu'à ce que l'enquête israélienne soit terminée, le porte-parole n'a pas fourni d'autres commentaires.

***

Les autorités israéliennes n'ont pas révélé publiquement le type de munition qui a frappé le camion d'aide, mais les bombes de petit diamètre que les Etats-Unis ont fournies à Israël sont «certainement comparables», a déclaré Josh Paul, un ancien expert en armement du département d'Etat qui a démissionné pour protester contre la politique de l'administration à l'égard de la bande de Gaza.

Dans la déclaration qu'il a faite à la suite de l'attaque, Joe Biden a formulé sa critique la plus virulente à ce jour concernant le traitement réservé par Israël aux humanitaires, dont le nombre de victimes est plus élevé que dans tout autre conflit récent (Washington Post, 3 avril 2024, article de Tim Carman et Emily Hell). «*Israël n'a pas fait assez pour protéger les travailleurs humanitaires qui tentent d'apporter aux civils une aide dont ils ont désespérément besoin. Des incidents comme celui d'hier ne devraient tout simplement pas se produire*», a déclaré Joe Biden.

Le secrétaire d'Etat Antony Blinken a déclaré que les travailleurs tués, qui comprenaient des personnes originaires d'Australie, de Grande-Bretagne, des territoires palestiniens, de Pologne et une personne ayant la double nationalité états-unienne et canadienne, étaient des «héros». «*Ils doivent être protégés. Nous ne devrions pas nous retrouver dans une situation où des personnes qui essaient simplement d'aider leurs semblables courent elles-mêmes un grave danger.*»

Certains partisans démocrates de l'administration Biden ont critiqué ces déclarations, estimant qu'elles n'entraînent que peu de changements alors que les actions des Etats-Unis traduisent un soutien inconditionnel à Israël dans sa campagne militaire à Gaza. «*Tant qu'il n'y a pas de conséquences concrètes, cette indignation ne sert à rien*», a déclaré Ben Rhodes, ancien conseiller en politique étrangère du président Barack Obama, sur X. Le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou «*ne se soucie manifestement pas de ce que disent les États-Unis, ce qui compte c'est ce qu'ils font*», a-t-il ajouté.

Les républicains du Congrès ont largement soutenu les transferts d'armes à Israël et ont défendu ses tactiques et ses méthodes dans le conflit qui dure depuis six mois. L'ancien président Donald Trump, candidat présumé du GOP (Parti républicain) aux élections de cette année, a déclaré que la tuerie perpétrée par le Hamas dans le sud d'Israël le 7 octobre était «*l'une des choses les plus tristes que j'aie jamais vues*», mais qu'Israël devait mettre fin à la guerre rapidement. «*Il faut en finir, il faut en finir*», a-t-il déclaré à un journal israélien le mois dernier.

***

Jeudi 4 avril, World Central Kitchen a demandé qu'une enquête soit menée par une tierce partie sur les attaques et a exhorté les pays d'origine des travailleurs tués à se joindre à l'organisation caritative pour demander un examen indépendant.

Les frappes ont touché trois des véhicules de l'ONG alors qu'ils circulaient dans la bande de Gaza sur un itinéraire qui avait été coordonné et autorisé par l'armée israélienne, a déclaré l'organisation caritative. Les travailleurs ont été tués peu après avoir supervisé le déchargement de 100 tonnes de nourriture acheminées dans l'enclave par voie maritime.

José Andrés, le célèbre chef qui a fondé la World Central Kitchen, a affirmé qu'Israël avait pris pour cible les humanitaires «systématiquement, voiture par voiture». «*Il ne s'agit pas d'un simple cas de malchance où une bombe a été larguée au mauvais endroit*», a-t-il déclaré à l'agence de presse Reuters. «*Il s'agissait d'un convoi humanitaire bien défini, sur une distance de 1,5 ou 1,8 kilomètre, avec des panneaux sur le toit, avec un logo très visible dont nous sommes évidemment très fiers*», a-t-il ajouté. Il est «*très clair qui nous sommes et ce que nous faisons*».

***

Israël a lancé son assaut militaire contre Gaza après que des militants du Hamas ont franchi la frontière le 7 octobre, tuant 1200 personnes et en prenant plus de 250 en otage. L'assaut israélien sur Gaza qui a suivi a tué plus de 33 000 Palestiniens, selon le ministère de la Santé de Gaza, qui ne fait pas de distinction entre les civils et les combattants et affirme que la majorité des morts sont des femmes et des enfants.

Le blocus israélien a créé une pénurie chronique de nourriture, d'eau et de médicaments, alors que

AVIS DE PUBLICATION

Extrait du dispositif du jugement du Tribunal Civil de Port-au-Prince en date du vingt-sept (27) février deux mille vingt entre : 1o) La dame Reynold Pierre-Paul née Metuchela Celeus Alce, propriétaire, demeurant et domiciliée à Port-au-Prince, identifiée au no. 003-003-958-573-6, ayant pour avocats constitué Me Nadège Constant, du Barreau de Port-au-Prince respectivement identifiée, patentée et imposée aux 003-402-457-8, 1029587198, 7307013978,7310016249-0 ; avec élection de domicile en son cabinet sis au #3 Rez-de- Chaussée, Complexe Evergreen, angle Nérette & Rue Panaméricaine, Petion-Ville, Haiti, demanderesse en divorce d'une part ; ET 2o) le sieur Reynold Pierre-Paul, propriétaire, demeurant et domicilié à Port-au-Prince, défendeur d'autre part ;

PAR CES MOTIFS, le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, Maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée , pour le profit déclare fondée la dite action ; ADMET, en conséquence le divorce de la dame née Metuchela Celeus Alce, d'avec son époux Reynold Pierre-Paul, pour injures graves et publiques ; PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capital sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Canal Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.-

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Annie Fignolé juge en audience Civile, ordinaire et publique du jeudi vingt-sept février deux mille vingt, en présence de Me. Jean Rolex Merove, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Mozart Tassy, Greffier du siège.-

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux Officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civils d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter mainforte lorsqu'ils en seront légalement requis.-

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier sus dits.-

Ainsi signé : Annie Fignolé et Mozart Tassy

Cabinet Hudicourt Woolley

Nadege Constant

Avocat

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre son époux Mollière BERCHETTE à l'audience précitée ; pour le profit déclare fondée la dite action; Admet en conséquence, le divorce de EMMANUELLA PIERRE avec MOLLIERE BERCHETTE pour incompatibilité de caractères ; prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l' officier de l'Etat- Civil des Desarmes , commune de Desarmes de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un Extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale , sous peine de dommage envers les tiers , s'il y échet , compense les depens. Ainsi jugé et prononcé par nous Me Gabnel François Av. Juge en audience Civile , Ordinaire et publique en dâte du seize Juin deux mille vingt -deux en présence de Me Grand Pierre ESTIME AV .,Subtitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l' assistance du greffier Me Pascal TOUSSAINT AV .Greffier du siège.

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi...etc...

75 ans d'OTAN, de bellicisme et d'échec



L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) a célébré, le jeudi 4 avril dernier, ses 75 ans de bellicisme et d'échec.

Par Jorge Elbaum

L'Organisation de l'Atlantique Nord, l'OTAN, a célébré son 75 anniversaire cette semaine, alors qu'elle met en œuvre une guerre par procuration contre la Russie, via l'Ukraine. Cette confrontation dure depuis bien avant le début de l'opération spéciale lancée par la Fédération de Russie en 2022. Depuis l'implosion de l'Union soviétique dans les années 1990, l'OTAN a continué à repousser ses frontières vers l'est, en violation des engagements pris par Washington et Bruxelles de s'abstenir d'assiéger et d'encercler Moscou.

L'OTAN, qui circonscrit 15 % de la population mondiale, a des intérêts stratégiques qui vont au-delà de l'Atlantique Nord. Elle cherche à démembrer le plus grand État du monde, à s'emparer de ses vastes réserves de ressources naturelles et à empêcher le Sud de construire une référence alternative au sein des BRICS, fondée sur le leadership économique et commercial de Pékin et le soutien militaire de Moscou. Sa planification actuelle comprend le contrôle de l'Antarctique et des passages interocéaniques - d'où la récente visite de Laura Richardson, chef du Southern Command, en Terre de Feu -, de l'Arctique, de l'Asie du Sud-Est et du continent africain. Pour affaiblir le Kremlin, le plus haut responsable de l'OTAN, Jens Stoltenberg, s'emploie à déstabiliser les Balkans en harcelant la Serbie - alliée historique de Moscou -, en attisant les forces russophobes en Géorgie et en exigeant de la Moldavie qu'elle réprime les velléités sécessionnistes de la Transnistrie, qui réclame son intégration à la Russie.

L'OTAN est née pour faire face au pacte communiste de Varsovie. Cette alliance de pays socialistes a cessé d'exister il y a plus de vingt ans, mais l'OTAN, loin de se dissoudre, est passée de 12 pays fondateurs à 32 aujourd'hui. Au début de ce siècle, Vladimir Poutine lui-même s'est porté candidat à l'adhésion à l'OTAN, et la réponse négative a été retentissante : il est donc clair que l'objectif prioritaire de l'alliance militaire dirigée par Washington est de désintégrer, de fragmenter et/ou d'affaiblir l'OTAN.

L'utilisation de l'Ukraine comme "tête de pont" pour l'encerclement militaire de l'Alliance atlantique n'a laissé aucune option à Moscou : si elle ne se défend pas - en surveillant les frontières, en protégeant le Donbass russophone - les missiles finiront par être installés à Kiev, à 700 kilomètres de Moscou. En février, deux ans se sont écoulés depuis le début de l'opération militaire spéciale et les 32 représentants de l'OTAN admettent en coulisses qu'une défaite militaire de l'Ukraine est inévitable et que l'échec de Stoltenberg, de Joe Biden et de l'Union européenne en est la conséquence. Le jour de l'anniversaire de l'OTAN, l'analyste militaire Edward Luttwak a affirmé que les États membres de l'OTAN étaient contraints de choisir entre l'envoi de troupes à Kiev et une "défaite catastrophique".

Le récit hégémonique lié au conflit en Europe de l'Est insiste sur le fait que la guerre en Ukraine est le premier conflit militaire de l'OTAN depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils omettent toutefois de mentionner l'intervention directe de l'OTAN en ex-Yougoslavie. En 1999, au mépris des contestations de la Russie au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Alliance atlantique a lancé un raid de bombardement - le 24 mars 1999 - dans le cadre d'une soi-disant "intervention humanitaire". Pendant 78 jours, deux mille missiles ont été lancés contre 990 cibles et 9 000 tonnes d'explosifs ont été larguées sur les villes et les infrastructures du pays, principalement des civils. Ces attaques ont tué 2 500 personnes, dont 89 enfants.

En outre, l'"opération humanitaire" a utilisé 15 tonnes d'obus à l'uranium appauvri, une situation qui explique la prolifération, dans les décennies qui ont suivi, de diverses maladies oncologiques. En dehors de l'Europe, l'OTAN a "combattu les groupes terroristes" en Afghanistan - qu'elle avait initialement financés -, a envahi l'Irak et la Syrie, et a ravagé la Libye. Au cours des deux dernières décennies - selon une recherche publiée par l'Université Brown en 2022 - les efforts de l'OTAN ont entraîné la mort de 350 000 civils et le déplacement forcé de 38 millions de personnes.

Les élections législatives européennes auront lieu en juin prochain, et en novembre celles qui opposeront Joe Biden à Donald Trump. Pour répondre aux critiques de ce dernier sur le rôle des alliés de l'OTAN, Stoltenberg a affirmé que "les alliés [européens] fournissent (...) de vastes réseaux de renseignement (...), ce qui multiplie la puissance américaine". Pour confirmer cette évaluation, l'ancienne représentante américaine auprès de l'Alliance atlantique, Victoria Nuland, a rencontré le chef des services de renseignement ukrainiens, Kiril Budanov, le 31 janvier. À la fin de la réunion, elle a promis à Poutine des "surprises désagréables". L'attentat du 22 mars au Crocus City Hall, à l'extérieur de Moscou, semble étroitement lié à cette menace.

*Jorge Elbaum est sociologue, docteur en sciences économiques et analyste principal au Centro Latinoamericano de Análisis Estratégico (CLAE, www.estrategia.la).

Pagina XII 6 avril 2024
Traduction Bernard Tornare
6 Avril 2024

---

le système de santé a été mis hors d'état de fonctionner et que des dizaines d'enfants sont morts de malnutrition et de faim, selon les Nations unies.

Les besoins pressants ont contraint les humanitaires du monde entier à apporter leur aide à l'enclave assiégée, mais les meurtres de lundi obligent les groupes d'aide à réévaluer l'environnement sécuritaire.

Les agences humanitaires de l'ONU ont interrompu leurs opérations nocturnes afin de procéder à une évaluation de la sécurité, a déclaré un porte-parole (Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'ONU), mercredi 3 avril. Au moins deux autres groupes humanitaires ont également déclaré qu'ils interrompraient leurs opérations à Gaza en raison de problèmes de sécurité pour leur personnel. Selon les Nations unies, environ 200 travailleurs humanitaires ont été tués au cours de la guerre, la plupart d'entre eux étant des Palestiniens.

***

Les derniers transferts d'armes représentent de petites fractions, évaluées à des millions de dollars, des ventes de matériel militaire à l'étranger, beaucoup plus importantes, qui ont été approuvées par le Congrès il y a des années. Mais ces dernières n'ont jamais été réalisées dans leur intégralité. L'utilisation d'autorisations de livraison plus anciennes signifie que le département d'Etat n'est pas tenu de fournir une nouvelle notification au Congrès, même si le contexte géopolitique et humanitaire a changé de manière significative depuis que les ventes ont été approuvées.

Interrogé mardi sur le rôle du département d'Etat dans la poursuite des transferts d'armes, Antony Blinken a cité les menaces régionales que l'Iran et le Hezbollah font peser sur Israël, expliquant que les armes *«servent à la dissuasion, en essayant d'éviter d'autres conflits. Elles servent à reconstituer les stocks et les approvisionnements.»*

Mais les armes livrées par les Etats-Unis sont également utilisées à Gaza, où les services de renseignement des Etats-Unis (WP, 11 mars 2024) et un nombre croissant de démocrates craignent que les groupes extrémistes cherchant à se venger de la politique de Washington ne constituent une menace pour la sécurité des Etats-Unis.

«Chaque moment où cette situation humanitaire cauchemardesque se poursuit à Gaza est un jour où les Etats-Unis sont moins en sécurité, car nous portons une responsabilité mondiale aux côtés d'Israël», a déclaré le sénateur Chris Murphy (démocrate, Connecticut) à la chaîne MSNBC mercredi 3 avril. «*Jusqu'à ce que des engagements soient pris pour ouvrir davantage l'accès humanitaire, les Etats-Unis doivent cesser d'envoyer de l'aide militaire»*, a ajouté ce dernier. «*Ce n'est pas seulement parce que nous espérons que cela aura un impact sur la prise de décision en Israël, mais aussi parce que nous pensons que cela nous met à l'abri d'une partie des répercussions qui se produiront au fur et à mesure que le recrutement de terroristes augmentera.»*

Washington Post 4 avril 2024

Traduction rédaction
A l'Encontre 5 avril 2024

ÉTAT DE LA CAROLINE DU SUD, LE COMTÉ DE GREENVILLE DEVANT LE TREIZIEME CIRCUIT JUDICIAIRE DE LA FAMILLE NUMÉRO DE DOSSIER: 2023-DR-23-4515, RÉFÉRENCE CROISÉE 2023-DR-23-1047

GREFFIER DU TRIBUNAL, GREENVILLE, SC
20 MARS 2024 P 1:39

AVIS DE PROCÉDURE D'ADOPTION

AU DÉFENDEUR: CHRISTELA A MATHURIN, MÈRE BIOLOGIQUE ET INCONNU, PÈRE BIOLOGIQUE

L'AVIS SUIVANT VOUS EST COMMUNIQUÉ PAR LA PRÉSENTE:

1. Une procédure d'adoption a été déposée devant le Tribunal des Affaires Familiales du Comté de Greenville le 6 décembre 2023. Dans cette plainte, vous, Christela Mathurin, êtes la mère biologique d'une fille noire/haïtienne née le 28 janvier 2013 à Port-au-Prince en Haïti, et vous, John Doe, êtes prétendument le père d'une fille noire/haïtienne née le 28 janvier 2013 à Port-au-Prince en Haïti.

2. Les demandeurs dans l'avis susmentionné ne sont pas nommés pour des raisons de confidentialité; toutefois, la Cour connaît la véritable identité des demandeurs et, en répondant à cet avis, vous êtes tenus d'utiliser en tête le numéro 2023-DR-23-4515, référence croisée : 2023-DR-23-1047.

3. Si vous déposez un avis de contestation, d'intervention ou de réponse auprès du Tribunal dans les trente (30) jours suivant la réception de cet avis de procédure d'adoption, vous aurez la possibilité de comparaître et d'être entendu sur le bien-fondé de l'adoption. Pour déposer un avis de contestation, d'intervention ou de réponse dans le cadre de cette action, vous devez notifier par écrit votre intention de contester, d'intervenir ou de répondre au Tribunal susmentionné de Greenville, Greenville County Courthouse, Clerk of Court Greenville County Family Court, 350 Halton Road, Greenville, South Carolina, 29607. Le Tribunal susmentionné doit être informé de votre adresse actuelle et de tout changement d'adresse au cours de la procédure d'adoption.

4. Le défaut de répondre dans les trente (30) jours suivant la réception de la présente - Notification de Procédure d'Adoption constitue votre consentement à l'adoption et au renoncement de tous vos droits et obligations à l'égard de l'enfant susmentionné. Il est en outre allégué que votre consentement à cette adoption n'est pas requis en vertu de la section 63-9-310 du S.C. Code Ann. Section 63-9-310 et que vos droits parentaux devraient être - supprimés conformément au S.C. Code Ann. Section 63-7-2570 (7).

5. Cette plainte indique également que vous n'avez pas versé de pension alimentaire au profit de l'enfant mineur pendant une période de six mois ou plus, et que vous n'avez pas eu de contact avec l'enfant mineur pendant une période de six mois ou plus et que, par conséquent, vos droits parentaux à l'égard de l'enfant mineur devraient être supprimés en vertu du S.C. Code Ann. Section 63-7-2570 (3) et (4).

Cet avis est donné en vertu du Code Ann. Section 63-9-730 (E).

(Signature)______________________________
M. Raymond W. Godwin, (Caroline du Sud Barreau # 2162)
Boîte postale 354
Greenville, SC 29602
TÉLÉPHONE: (864) 241-2883
FAX: (864) 255-4342

AVOCAT DES DEMANDEURS
En date du: 19 Mars, 2024

Mexique: Suspension des relations diplomatiques avec l'Équateur



La ministre mexicaine des Affaires étrangères, Alicia Bárcena, « suivra les indications et les instructions du président Andrés Manuel López Obrador pour rompre les relations diplomatiques avec l'Équateur ».

Le Mexique a suspendu ses relations diplomatiques avec l'Équateur, a annoncé la ministre mexicaine des Affaires étrangères, Alicia Bárcena, après la descente de police à l'ambassade du pays en Équateur. La ministre des affaires étrangères a souligné qu' *« il n'y avait jamais eu de situation de cette nature dans notre région (...) pas même dans les pires moments de la dictature au Chili, ni en Uruguay ».*

« C'est quelque chose de vraiment inhabituel, inadmissible et scandaleux, même dans les pires coups d'État de notre région, il n'y a jamais eu une situation de cette nature », a déclaré le chef de la diplomatie mexicaine dans des commentaires à Milenio TV.

Alicia Bárcena a qualifié la descente de police au siège de la diplomatie mexicaine de «violation grave et flagrante de la Convention de Vienne» et a déclaré que le ministère des affaires étrangères *« suivra les indications et les instructions du président Andrés Manuel López Obrador pour rompre les relations diplomatiques avec l'Équateur ».*

« Premièrement, il s'agit de la rupture des relations diplomatiques avec l'Équateur. Deuxièmement, le personnel diplomatique mexicain en Équateur quittera immédiatement le pays. Troisièmement, le Mexique va saisir la Cour internationale de justice pour dénoncer la responsabilité de l'Équateur dans des violations sans précédent du droit international », a déclaré le ministre mexicain des affaires étrangères à Foro TV.

Le Mexique n'a eu aucune communication avec le président équatorien, Daniel Noboa, ni avec la ministre des affaires étrangères, Gabriela Sommerfeld, a ajouté M. Bárcena. *« Nous n'avons eu aucun contact, c'est seulement ce qui s'est passé et la vérité, comme vous pouvez le voir, c'est que notre chef des affaires étrangères, Roberto Canseco, a été attaqué, même physiquement, par les forces de police équatoriennes, lorsqu'elles ont fait irruption dans notre ambassade, ce qui est sans précédent »*, a-t-elle souligné.

Selon lui, la déclaration de persona non grata de l'ambassadrice en Équateur, Raquel Serur, *« a été faite soudainement, sans aucun avertissement préalable, comme il est d'usage dans le style international, et cela reflète à mes yeux le manque d'expérience, sincèrement, de la diplomatie équatorienne ».*

Commentant l'agression par les forces de police équatoriennes du chef de l'ambassade à Quito, Roberto Canseco, il a déclaré qu'il s'agissait d'une violation du droit international «qui nous semble extrêmement grave ».

« Nous n'avons jamais pensé que l'Équateur violerait le droit international et l'accord de Vienne. La vérité est que même en temps de guerre, une telle chose ne s'est jamais produite. Il s'agit d'une violation flagrante et je crois que c'est ce qu'il faut dénoncer », a souligné le ministre des affaires étrangères.

Elle a ajouté que son pays s'adresserait à la Cour internationale de justice, à l'ONU, à l'Organisation des États américains (OEA) et à d'autres organismes régionaux, hémisphériques et internationaux.

Quant à l'expulsion du personnel diplomatique équatorien au Mexique, il a déclaré que la procédure était en cours, mais sans l'intention de «nuire au peuple, au peuple équatorien». En ce qui concerne le personnel diplomatique mexicain à Quito, il a souligné que son État exige que l 'Équateur offre les garanties nécessaires pour qu'ils quittent le pays.

Le 5 avril, le gouvernement mexicain a décidé d'accorder l'asile politique à Jorge Glas, l'ancien vice-président équatorien (2013-2018) réfugié à l'ambassade du Mexique à Quito. Le ministère équatorien des affaires étrangères a qualifié cette décision d'illégale et a exigé que l'homme politique soit remis à la justice.

Glas est arrivé à l'ambassade du Mexique à Quito en décembre dernier, a demandé à bénéficier d'une protection et a été autorisé à y entrer en tant qu'invité. Par la suite, le gouvernement équatorien a demandé au gouvernement mexicain de l'autoriser à entrer dans le bâtiment diplomatique pour l'arrêter, mais la police a été empêchée d'entrer dans l'ambassade.

L'ancien vice-président de l'Équateur a été libéré fin 2022 après cinq ans de prison pour corruption et association de malfaiteurs. En décembre 2023, il a été condamné à six ans de prison dans l'affaire de corruption Odebrecht. Un mandat d'arrêt a été lancé contre lui après qu'il se soit réfugié dans la mission diplomatique mexicaine.

Bolivar Infos 8 Avril 2024

Suite de la page (3)



La Bibliothèque nationale d'Haïti a été attaquée le 3 avril. « Aucun dirigeant de Vivre Ensemble n'a ordonné d'attaquer la Bibliothèque nationale», a déclaré Jimmy Cherizier.

l'avons fait... Nous savons que l'alphabétisation n'a pas atteint beaucoup de personnes dans nos quartiers pauvres. Souvent, ils croient aux mensonges qu'ils entendent dire et n'entendent pas notre version de l'histoire, même si nous vivons dans le même quartier pauvre. »

Ce type de « psy-op », comme on l'appelle dans le jargon de la CIA et des forces spéciales, est prévisible. En effet, le document politique du Département d'État américain intitulé *« Stratégie des États-Unis pour prévenir les conflits et promouvoir la stabilité »* d'avril 2022 appelle explicitement le Pentagone « *à gérer et prévenir les conflits et à remédier à la fragilité mondiale par le biais d'activités spécialisées, notamment... d'opérations psychologiques...* » Cela fait référence aux efforts visant à discréditer le Viv Ansanm par des actions « sous fausse bannière ». Des exemples historiques bien connus d'opérations « sous fausse bannière » visant à déclencher, maintenir ou mener une guerre sont le bombardement de l'U.S.S. en 1898. Maine dans le port de La Havane, l'attaque organisée dans le golfe du Tonkin en 1964 et les accusations de 2002 selon lesquelles l'Irak possédait des « armes de destruction massive ».

De telles opérations psychologiques trouvent ensuite un écho dans les grands médias, ce que le Département d'État appelle des « engagements d'opérations d'information ». Le DoS appelle également à une « coopération en matière de sécurité », ce qui est un euphémisme pour que les forces spéciales américaines s'entraînent, commandent ou même combattent aux côtés de la police ou de l'armée haïtienne.

Pendant ce temps, des « opérations psychologiques » sont menées en Haïti. Sous le gouvernement Aristide, l'organisation KID d'Evans Paul et André Michel prenait les corps à la morgue et les jetait dans la rue comme s'ils étaient victimes des escadrons de la mort du gouvernement. Il n'est pas exagéré de penser qu'ils ont recours ou recourront à nouveau à de telles tactiques aujourd'hui.

4) Crimes opportunistes et règlements de comptes : Dans toute situation de révolution ou de guerre, l'État est affaibli, la police est occupée à se battre et il y a des gens qui profitent de la situation pour voler ou se venger d'un rival. Parfois, les coupables ne sont pas clairement identifiés dans le brouillard de la guerre.

La semaine dernière, même un conseiller octogénaire et membre du conseil d'administration d'Haïti Liberté, Edmond Bertin, a vu la maison qu'il possède juste à côté de l'avenue Jean-Jacques Dessalines à Port-au-Prince attaquée par des assaillants et incendiée. Ses habitants ont dû fuir. C'est dire à quel point certaines violences sont aveugles et aveugles, notamment dans les zones de conflit proches du Palais national et des commissariats de police.

Était-ce des vandales ? Était-ce l'indiscipline des soldats de *Viv Ansanm* ? Jusqu'à présent, nous ne le savons pas.

Mais les grands médias et les médias bourgeois haïtiens veulent amplifier et attirer l'attention sur chaque faux pas, chaque erreur dans ces premiers jours de lutte, afin de construire les arguments en faveur de l'intervention militaire étrangère que Washington, Ottawa et Paris souhaitent voir. Sur ce, donnons le dernier mot à Jimmy Cherizier dans sa déclaration du 9 avril.

« *Il s'est passé beaucoup de choses depuis que nous avons lancé ce mouvement que nous déplorons et regrettons. Nous aurions aimé qu'ils ne se produisent pas. Malheureusement, quand il y a des combats, les dirigeants des différentes zones ne sont pas dans la rue. Malheureusement, lorsque certains soldats sont dans la rue, ils mènent leurs propres actions et initiatives, ce qui nuit à la lutte. Nous ne voulons pas nous faire l'avocat du diable. Nous essayons de comprendre les choses.*

« Lorsqu'un jeune homme est armé et qu'il n'est pas formé, il représente un danger pour lui-même et pour la société. Il y a des choses qui se sont produites, des lieux qui ont été pillés ou incendiés, que nous déplorons. Mais l'État est responsable, car s'il avait éduqué les jeunes hommes et femmes, certaines de ces tragédies n'auraient peut-être pas eu lieu.

« Malgré ces revers, nous ne nous décourageons pas. Nous savons pourquoi nous nous battons, où nous allons, et nous continuerons notre lutte pour arriver exactement là où nous allons.

«Tous ceux qui ont une arme à la main sont des victimes. Ne nous laissons pas passer pour les coupables, pour les tueurs. Notre objectif est clair et nous ne reculerons pas. Nous travaillons pour qu'Haïti devienne un paradis pour tous, soit un enfer pour tout le monde. »

Il est temps que le pays cesse d'être un eldorado pour une poignée de gens vivant dans l'opulence des biens et des ressources volés de l'Etat et la majorité de la population dans la misère, la pauvreté la plus abjecte.

Sénégal : Le leader de gauche Ousmane Sonko est nommé Premier ministre et promet un gouvernement de rupture



Le président Faye et le nouveau Premier ministre du Sénégal Ousmane Sonko ont passé les 11 mois précédant les élections en prison.

Ousmane Sonko a été empêché de se présenter aux élections et se voit désormais confier le poste de Premier ministre du pays.

Après avoir accédé mardi (2) aux fonctions de plus jeune président du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye a nommé ce mercredi au poste de premier ministre Ousmane Sonko, qui dirigeait l'opposition de gauche au précédent gouvernement de Macky Sall. Sonko est le président du parti de gauche Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), légalisé par le régime Sall.

Le président Faye et le nouveau Premier ministre du Sénégal ont passé les 11 mois précédant les élections en prison. Accusé d'insurrection, d'association de malfaiteurs et d'atteinte à la sécurité de l'État, entre autres crimes, Sonko a été empêché de se présenter à ces élections et a été le principal soutien de la candidature de Faye.

Sonko et Faye ont été libérés dix jours avant les élections grâce à une amnistie accordée par le gouvernement de Macky Sall, qui a fait face à une large mobilisation populaire après sa tentative d'avancer les élections prévues du 25 février au 25 décembre.

Par arrêté du Conseil électoral du Sénégal, Sall a cédé ses fonctions ce mardi, lors de l'investiture de Faye. *« J'ai dit que nous travaillerions tous pour l'élection du Président Bassirou Diomaye Faye. Il n'est pas possible de le laisser porter seul le poids de cette responsabilité »*, a déclaré Sonko, après avoir été nommé Premier ministre. Il a remercié Faye pour sa nomination et a signalé la dissolution du gouvernement. *« Quel que soit le leadership de l'équipe que nous allons former, nous donnerons tout ce que nous pouvons, sans ménager aucun effort, pour réaliser ce que nous avons promis au peuple sénégalais. C'est-à-dire rupture, progrès et changement définitif dans la bonne direction. »*

L'homme politique de gauche et panafricaniste Bassirou Diomaye Faye a défendu dans sa campagne électorale le salut de la souveraineté nationale du Sénégal à travers la renégociation des contrats miniers, gaziers et pétroliers conclus avec des sociétés étrangères et la reprise, à la fin de cette année, de la Production nationale. Faye a également promis de renforcer la démocratie du pays et d'établir un système judiciaire indépendant.

Ancien inspecteur des impôts, il est le cinquième président du Sénégal depuis son indépendance de la France en 1960. Le nouveau gouvernement doit créer suffisamment d'emplois dans un pays où 75 % des 18 millions d'habitants ont moins de 35 ans et où le taux de chômage est officiellement de 20%.

Avec Lusa, RFI et Al Jazeera
Édition : Matheus Alves de Almeida
Brasil de Fato 3 avril 2024

Yasin Malik, président du Front de Libération du Jammu-Cachemire (JKLF), incarcéré depuis des mois, est menacé d'être pendu

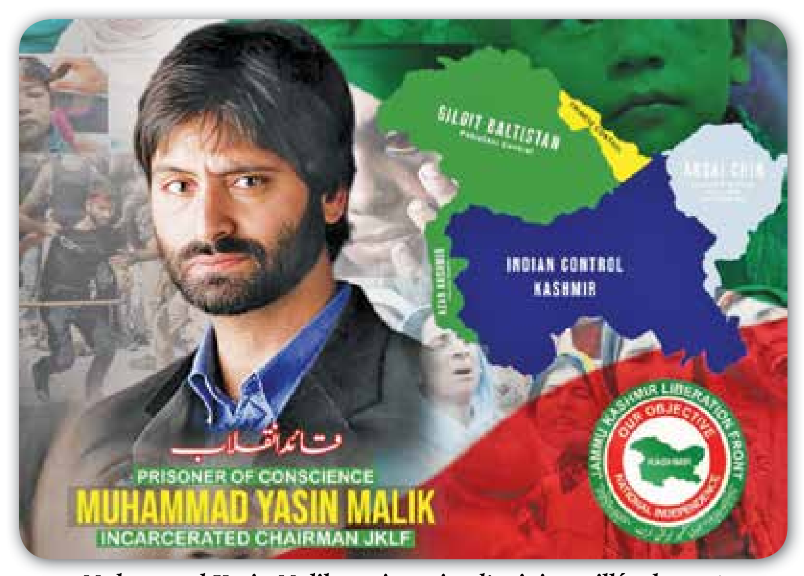
Par Zahid Zaheer

Muhammad Yasin Malik, communément nommé Yasin Malik, est le président du Front de Libération du Jammu-Cachemire (JKLF) et un dirigeant cachemirien internationalement reconnu qui s'efforce de résoudre rapidement la question du Jammu-Cachemire par des moyens démocratiques et pacifiques, conformément aux accords internationaux et à la charte des Nations Unies.

Yasin Malik, à travers sa lutte pacifique, cherche à réunifier sa patrie du Jammu Cachemire (JK), divisée de force, et souhaite la reprise d'un régime politique démocratique, souverain et indépendant, qui devienne un pont de paix entre l'Inde et le Pakistan les puissances nucléaires voisines du Jammu Cachemire.

Dans le cadre de sa lutte pacifique de plus de trois décennies, M. Malik a tenu des pourparlers avec six premiers ministres indiens et leurs homologues pakistanais pour aider à initier et encourager un processus de dialogue entre l'Inde, le Pakistan et le peuple de JK. Au cours de ses visites au Royaume-Uni et aux États-Unis d'Amérique, il a donné des conférences dans de nombreuses arènes internationales et a interagi avec les autorités concernées dans le but d'engager et de faciliter la communauté internationale dans la résolution pacifique de la question. Yasin Malik et son parti (JKLF) font donc partie de la solution sur le statut politique du Jammu Cachemire.

Yasin Malik a été injustement condamné et reconnu coupable de deux chefs d'emprisonnement à perpétuité en vertu de la loi indienne sur la sécurité, la loi sur la prévention des activités illégales (UAPA), le 25 mai 2022, par un tribunal spécial de Delhi. Il est détenu à l'isolement dans la célèbre prison indienne de Tihar, à Delhi, depuis mai 2019, date à laquelle il a été arrêté dans sa résidence de Srinagar, dans le Jammu-Cachemire indien occupé. Depuis sa dernière arrestation le 22 février 2019, l'Agence nationale d'enquête indienne (NIA) a été chargée par le gouvernement Modi de fabriquer des accusations contre lui pour financement du terrorisme et promotion d'activités violentes dans le cadre de l'UAPA, qui sont fictives et fausses. Par ailleurs, des dossiers concoctés depuis 30 ans ont également été rouverts contre lui et ses associés.



Muhammad Yasin Malik – prisonnier d'opinion – illégalement incarcéré, injustement condamné et maintenant confronté à une grave menace pour sa vie.

Yasin Malik jugement

Certains des faits concernant la peine de M. Malik sont les suivants : Yasin Malik a été condamné en vertu de la loi sur la prévention des activités illégales (UAPA), une loi coloniale qui n'existe même plus dans la constitution indienne.

Son procès-spectacle unilatéral a été très bref et un verdict a été rendu contre lui juste après deux courtes audiences au cours desquelles il n'était pas représenté et n'était pas autorisé à se défendre ni à parler.

Les accusations portées contre lui sont non seulement fausses, mais également politiquement motivées et visent à le faire taire physiquement.

Avant et pendant ses audiences hostiles, une campagne médiatique malveillante a été menée contre lui dans les médias informatiques et papiers, parrainée par l'État.

Un projet sinistre, élaboré par le gouvernement Modi, visant à convertir sa détention à vie en condamnation à mort, est mis en œuvre par la NIA et réalisé avec l'aide de la justice indienne. Il convient de mentionner que la peine de mort est illégale dans la majorité des pays civilisés.

Yasin Malik est la voix de sa nation soumise, et son combat consiste à défendre les droits fondamentaux de son peuple, à faire respecter la dignité de sa nation et à protéger sa longue histoire qui est confrontée à une menace existentielle. La voix de Yasin Malik et sa politique de paix et de non-violence séduisent les diverses communautés de l'État de JK, considéré comme une menace pour l'idéologie Hindutva du BJP. Après l'abrogation des articles 370 et 35A le 5 août 2019, le gouvernement de Modi veut faire taire les véritables voix des dirigeants cachemiris, la voix de Yasin Malik étant la plus importante de toutes.

Il est grand temps que la communauté internationale, les défenseurs des droits humains, la société civile et les voix les plus sensées s'unissent pour influencer le gouvernement indien et sauver la vie de Yasin Malik.

Rédaction Bruxelles/ Pressenza 04 Avril 24

Après le meurtre d'un travailleur humanitaire américain à Gaza, les États-Unis doublent leur aide militaire à Israël



Manifestants lors de la plus grande manifestation pro-palestinienne de l'histoire des États-Unis à Washington DC, le 4 novembre (Photo : Carolyn Yao/ANSWER Coalition)

Alors qu'Israël massacre des civils américains, le président Biden ne montre aucun signe de volonté d'arrêter le flux constant d'armes vers l'État sioniste.

La question de l'approvisionnement, de l'aide et des armes sans fin provenant des États-Unis vers Israël a attiré une nouvelle attention après l'assassinat par Israël de sept travailleurs humanitaires de World Central Kitchen, l'un d'eux étant un citoyen américain.

Le Pentagone affirme qu'il ne peut pas dire si l'arme utilisée pour tuer les travailleurs humanitaires était de fabrication américaine, bien que cela soit une possibilité probable, étant donné qu'Israël est le plus grand bénéficiaire de l'aide militaire étrangère américaine parmi tous les autres pays.

Plutôt que de ralentir l'aide militaire à Israël, la réponse des États-Unis au massacre de l'un des leurs a été de redoubler de soutien à Israël.

Bien que Biden se déclare « indigné » par le meurtre de travailleurs humanitaires, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, John Kirby, a déclaré que les États-Unis ne tireraient pas parti de leur aide militaire importante, ni de quoi que ce soit d'autre d'ailleurs, pour « suspendre une sorte de condition à la situation ». Le cou [d'Israël]."

Depuis novembre, Biden a contourné le Congrès pour envoyer plus de 254 millions de dollars en transferts d'aide militaire dits d'urgence à Israël.

Le secrétaire d'État Antony Blinken a récemment expliqué pourquoi il est si important pour les États-Unis de continuer à financer Israël : Israël répond à un objectif stratégique clé dans la région de l'Asie occidentale, celui de faire le sale boulot dans la lutte contre les soi-disant ennemis d'Israël.

« La relation de sécurité que nous entretenons avec Israël ne concerne pas seulement Gaza » et l'attaque du Hamas en Israël le 7 octobre », a déclaré Blinken lors d'une conférence de presse mardi à Paris. « Il s'agit également des menaces posées à Israël, par le Hezbollah, par l'Iran, par divers autres acteurs de la région – chacun d'entre eux ayant juré d'une manière ou d'une autre d'essayer de détruire Israël. »

Biden lui-même a déclaré à plusieurs reprises au cours de ses décennies au pouvoir politique que s'il n'y avait pas d'Israël, les États-Unis devraient en « inventer » un. Ces dernières années, il a adouci cette déclaration pour signifier qu'Israël offre un foyer au peuple juif. *« Je pense que la sécurité et la sûreté des Juifs du monde entier sont ancrées dans le… dynamisme continu de l'État d'Israël »*, a-t-il déclaré en octobre. Cependant, au cours de sa carrière politique antérieure, il s'est montré beaucoup plus honnête quant à la valeur stratégique d'Israël pour les États-Unis, déclarant en 1986 que « *s'il n'y avait pas Israël, les États-Unis d'Amérique devraient inventer un Israël pour protéger ses intérêts en la région.* »

Peoples Dispatch
04 avril 2024

Chili : Des travailleurs annoncent une grève nationale pour le jeudi 11 avril



Par Manuel Arismendi

La Centrale unitaire des travailleurs du Chili, la CUT, annonce officiellement qu'elle mènera le 11avril la première grève nationale dans le pays.

Après des assemblées et des réunions extraordinaires, les dirigeants de la principale organisation syndicale chilienne, la CUT, annoncent officiellement qu'ils mèneront la semaine prochaine la première grève nationale.

Le jeudi 11 avril a été fixé comme date de la première grève nationale des travailleurs chiliens des secteurs public et privé, convoquée par la CUT.

La stagnation du processus d'élaboration d'une nouvelle Constitution, l'absence de progrès dans les réformes sociales et le recul face au harcèlement sexuel et au travail dans les services publics favorisent cette mobilisation.

Pendant une journée, les travailleurs du secteur public et du secteur privé se rassembleront autour des sièges du gouvernement, sur tout le territoire national, pour exiger des réformes sociales qui permettent au pays d'avancer dans la lutte contre le sous-développement, dans un autre cadre constitutionnel.

HispanTV
2 avril 2024



Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack - 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

SERVICES

PEST CONTROL: PROTECT YOUR HOME from pests safely and affordably. Roaches, Bed Bugs, Rodent, Termite, Spiders and other pests. Locally owned and affordable. Call for service or an inspection today! 1-866-448-8311 Have zip code of property ready when calling!

TRAVEL SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

TV INTERNET PHONE

Get DISH Satellite TV + Internet! Free

Six mois d'enfer sur terre !

Par Caitlin Johnstone

Six mois déjà. La moitié d'une année.

Une moitié d'année d'apologie du génocide.

Six mois de mensonges les plus scandaleux possibles et imaginables.

Une moitié d'année à voir des corps d'enfants déchiquetés et réduits à l'état de squelettes sur nos réseaux sociaux.

Six mois d'atrocités justifiées par l'évènement d'octobre, qui ne s'est même pas déroulé comme les médias nous l'ont raconté.

Six mois pendant laquelle les représentants des gouvernements occidentaux ont prétendu que les preuves évidentes de crimes de guerre n'étaient qu'un mystère inexplicable pour lequel nous espérons bien avoir des réponses.

Six mois de déclarations des autorités israéliennes annonçant ouvertement leurs intentions génocidaires en hébreu pour leur public israélien, se contentant d'évoquer les droits de l'homme et la compassion en anglais, pour leur public progressiste occidental.

Six mois à lire des rapports selon lesquels les forces de défense israéliennes ont fait quelque chose d'incroyablement malfaisant, à se dire «*Ce n'est pas possible, je vais vérifier*», puis à se dire «*C'est encore plus horrible que je ne le pensais*».

Six mois au cours desquels la classe politico-médiatique occidentale a tenté de présenter le parrainage direct d'un génocide actif comme une réalité autre que ce qu'elle est vraiment.

Six mois pendant lesquels la presse grand public a titré passivement «un enfant palestinien se prend une balle».

Six mois à insulter notre intelligence.

Six mois à insulter notre humanité.

Six mois de souffrances inouïes.

Six mois de traumatisme irréparable.

Six mois de pertes irremplaçables.

Ça craint, bordel. Ça craint tellement. J'ai toujours aimé commenter les crimes de l'empire, mais ces six derniers mois ont été vraiment éprouvants. C'est monstrueux de devoir regarder en direct l'enfer sur terre, jour après jour, la compassion au cœur. L'unique raison de poursuivre mon travail est qu'il doit être fait, et que je sais que ma propre souffrance n'est rien comparée à ce que vivent les Palestiniens à l'heure qu'il est.

Il faut que cela cesse. Il faut y mettre un terme de toute urgence. Mais aucun signe n'indique que ce soit bientôt possible.

Je n'ai rien de sage ou de perspicace à ajouter à tout cela ces temps-ci. Certains jours, tout ce qu'on peut faire, c'est pointer du doigt le cauchemar et l'appeler par son nom, en se contentant de regarder la réalité en face, et se sentir concernés.

Tout ce que je peux dire, c'est que nous ne sommes pas les seuls à voir ce que nous voyons. Le monde entier regarde Israël commettre ses atrocités de masse terrifiantes, soutenu par la pleine puissance de l'empire, tandis que toujours plus d'yeux s'ouvrent à la réalité des implications pour leur société et à tout ce qu'on leur a dit de croire.

Gaza vit l'enfer sur terre

Toute évolution positive du comportement humain passe toujours par un éveil de la conscience, et Gaza est en train d'éveiller la conscience de l'Occident comme jamais auparavant.

C'est toujours ça. Que quelque chose de bon puisse un jour émerger de ce tas de merde immonde, c'est toujours ça.

C'est tout ce que j'ai à vous dire. C'est le mieux que je puisse faire pour l'instant !

Spirit of Free Speech
3 Avril 2024
Réseau International
5 Avril 2024